Vol 17 # 09 • Du 30 Août au 5 Septembre 2023

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

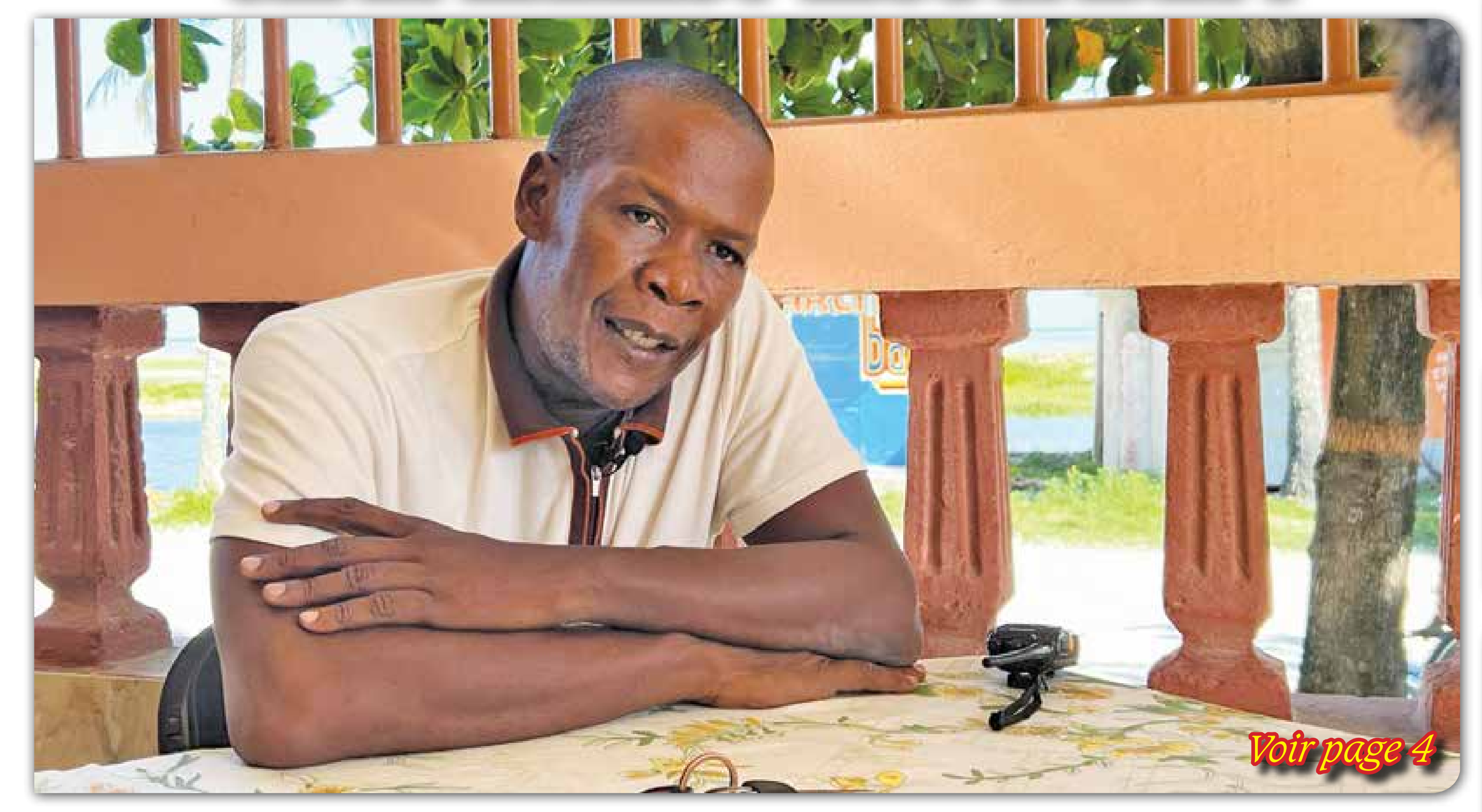
CANAAN: MENSONGE DE LA POLICE!



Voir page 3

Conférence de presse truffée de mensonge éhonté de la part du directeur général de la police nationale d'Haïti (PNH) Frantz Elbé le lundi 28 août 2023

ENTRETIEN AVEC LE COMMISSAIRE JEAN ERNEST MUSCADIN !



Voir page 4

Muscadin est très conscient des espoirs et des attentes qui sont placés en lui et nous a parlé pendant environ une heure des défis auxquels il est confronté











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quelle leçon tirer du drame de Canaan?

Par Berthony Dupont

Il est certain que la criminalité s'est imposée et a atteint des niveaux insoutenables dans différents endroits de la capitale et même des villes de province. Elle affecte énormément la vie quotidienne des citoyens, vivant dans une peur constante due au climat d'insécurité dans lequel est plongé le pays. N'est-ce pas une violation du droit élémentaire d'un citoyen de le tenir dans des conditions permanentes d'intimidation ? Surtout, quand il est sujet à être victime fréquemment d'abus de toutes sortes le portant jusqu'à fuir son domicile en quête d'un brin de paix ou d'une quelconque assistance.

Toute personne ou groupe de personnes qui se sent personnellement menacée doit agir pour se défendre. C'est de la légitime défense. En présence d'une insécurité généralisée et croissante et vu l'absence totale de politique de sécurité à l'échelle nationale, le pays sombre dans d'interminables cas de violence, aggravant la misère et la pauvreté. Ainsi, le samedi 26 août 2023, on a assisté au déclenchement d'une initiative citoyenne de la population décidée à affronter des criminels notoires lourdement armés logés à Canaan.

Alarmé par la flambée de violence qui s'amplifie dans le pays et à l'appel du pasteur Marcorel Zidor de l'église Évangélique Piscine de Bethesda, une pléiade de personnes, femmes et hommes de tout âge et tout particulièrement une majorité de jeunes, dans un esprit de révolte populaire se portaient volontaires pour aller combattre les gangs de la région de Canaan que dirige un certain Jeff dit « Général » régnant dans son fief en maître et seigneur. Les protestataires ont été tragiquement accueillis par des balles tuant et blessant plusieurs d'entre eux.

Depuis le mois d'avril 2023, le peuple avec le mouvement Bwa Kale a décidé lui-même de prendre en main sa destinée sur le plan sécuritaire, dans la mesure où, le pouvoir de facto en place n'a montré aucune volonté, sinon, aucune envie d'établir la paix, vu que cette insécurité lui offre un moyen de se maintenir au pouvoir. En fait, il est plus qu'évident que cette situation fait l'affaire des puissances impérialistes qui pillent nos richesses en accord avec ses laquais locaux.

Au lieu d'organiser la sécurité du pays, le gouvernement de facto, pour tourner en dérision la population et de façon à laisser pourrir cette situation inédite de violence sociale, préfère, sous les diktats des puissances exploitantes recourir à une force militaro-policière étrangère, robuste, selon leur propre vocabulaire.

Le drame de Canaan illustre à lui seul l'irresponsabilité du régime et l'insouciance de tous les membres de l'appareil d'État face à la vie du peuple. Même quand la police n'aurait pas été informée de cette marche, - apparemment elle l'était - à la minute même que cette grande marée populaire gagnait les rues, par principe de précaution, une présence policière s'imposait et en grand nombre soit pour les accompagner et les sécuriser soit pour les dissuader à ne pas poursuivre leur activité.

Mais, comme c'est à Canaan, un endroit pauvre et abandonné qui ne trouble guère les entreprises bourgeoises, la police a laissé faire ou a vite pris la fuite.

Cependant si cette marche devait emprunter la route de l'aéroport, ou prendre la direction de la Résidence du Premier ministre comme l'a bien souligné l'activiste politique Rosemond Jean, la foule aurait été vite dispersée par la police à coup de gaz lacrymogène. En somme, le gouvernement a nettement encouragé une situation de « quasi-guerre civile » dans le pays, pour ne pas compromettre le complot interventionniste de la bourgeoisie. Mais c'est un fait, il existe dans ce pays des forces obscures qui encouragent des attaques contre les masses défavorisées pour les empêcher de revendiquer leurs droits.

D'autant plus, elles vont utiliser cette tragédie, non seulement pour forcer leurs patrons de la Communauté internationale à accélérer le processus d'intervention mais aussi à discréditer le mouvement populaire Bwa Kale. Cette réaction des criminels à l'égard du peuple prouve qu'ils ont été ébranlés et c'est la panique qui a pris le dessus. Si constamment et systématiquement ces différents foyers de gangs avaient été attaqués par les masses en révolte, ils finiraient forcément par être maîtrisés. Ce qui s'est passé à Canaan ne doit pas être synonyme d'échec pour le Mouvement Bwa Kale et non plus prendre ce naufrage comme un signe d'incapacité et de faiblesse. Il faut juste plus d'organisation, de stratégie et de sérieux avec des gens ou leaders plus responsables pour conduire ce Mouvement.

En toute lutte, il y a des revers mais c'est la pédagogie de la consistance et de la persévérance aux mesures collectives à prendre pour faire échec aux agresseurs. La marche du 26 août malgré ses faiblesses apporte des réponses permettant de tirer des leçons, comme à redoubler d'efforts avec des organisations sérieuses et conséquentes capables de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité. Bwa Kale est un mouvement positif qui a grandement montré que le peuple en a vraiment marre de cette situation d'insécurité et se montre prêt à lutter jusqu'à mettre en péril sa vie pour essayer d'en finir avec cette calamité et combattre le chaos qui y règne.

Malgré les victimes au sein du peuple, qu'on déplore évidemment, c'est un début de combat à encourager et à structurer davantage de sorte que beaucoup plus de gens envahissent les rues pour dessiner la construction d'une grande lutte et revendiquer un autre environnement de vie.

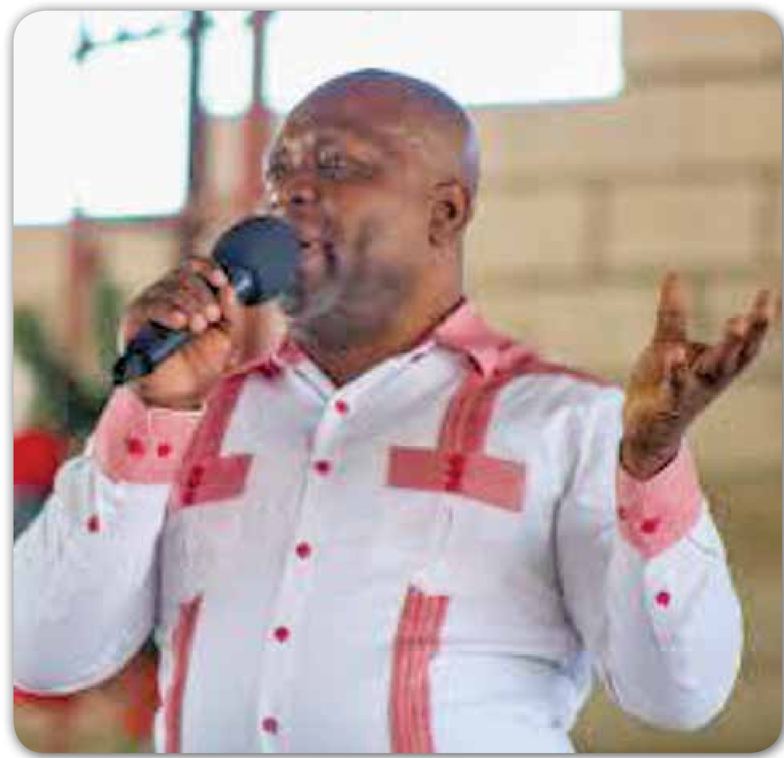
Reculer devant ce devoir, c'est ouvrir la voie à d'autres aventures ignobles contre la population. Face à cette situation préoccupante, le peuple est appelé à redoubler ses efforts de coordination et d'organisation face aux délinquants pour combattre cette insécurité programmée. Un sursaut populaire « Grenadier à l'assaut », axé sur des informations concrètes peut en un clin d'œil tout changer, car nous ne pouvons pas laisser notre destin à la merci d'une force étrangère comme le souhaitent et l'espèrent les puissances tutrices.

Cette force d'occupation ne va rien résoudre, bien au contraire ! Notre situation s'empirera davantage dans la mesure où notre pays continue à sombrer dans d'interminables cas de violence, d'insécurité, de viols et d'instabilité politique de sorte que cette occupation puisse nous remodeler à son goût. Si d'aucuns ont échoué, c'est parce qu'ils avaient essayé. Alors, tant que le peuple n'essayera pas mille fois, il ne pourra pas s'affranchir de la domination impérialiste !

Canaan: Mensonge de la police!


Le chef de police Nationale Frantz Elbé


Une vue de la marche du 26 août 2023 à destination de Canaan


Le pasteur Marcorel Zidor de l'église Évangélique Piscine de Bethesda


Des victimes au sein du peuple

Par Isabelle L. Papillon

Après ce qui s'était passé au Canaan le samedi 26 août 2023 où plusieurs manifestants ont été abattus par les gangs de cette localité, jusqu'à présent ni la police nationale, ni la mairie de Croix des Bouquets ne peut en faire même un bilan provisoire des victimes qui sont mortes, blessées, ou restées otages... Cela prouve qu'il n'y a aucune institution responsable dans le pays.

Qui pis est la police nationale dans une conférence de presse donnée le lundi 28 août 2023 par le chef de la police lui-même n'a convaincu personne sauf lui-même et sa clique. Dans un texte écrit à la va vite, qu'il ne pouvait même pas lire convenablement, le chef de police Frantz Elbé s'est déshabillé devant la société pour montrer sa nullité. Il a justement montré son vrai visage et on se demande même s'il est qualifié pour ce travail noble et honnête ? *« Des consignes ont été données aux responsables des différents commissariats pour dissuader les organisateurs de la marche de se rendre à Canaan »* a-t-il fait savoir, quel mensonge éhonté de la part du directeur général de la police nationale d'Haïti (PNH) ?

Il continue à mentir aux manifestants en ajoutant que « les policiers devaient aussi établir un périmètre de sécurité afin de bloquer les manifestants car la zone est dangereuse. La police a fait tout ce qu'elle a pu mais malheureusement la foule s'est divisée en plusieurs groupes et a contourné le dispositif de sécurité. » Une telle déclaration illustre le non-respect de Elbé pour la vérité et surtout pour la société haïtienne. C'est un pur mensonge. Un vieil adage ne dit-il pas que *Turpe est mentiri*, il est honteux de mentir ?

D'ailleurs, il n'aurait même pas dû venir raconter toutes ces fausses histoires. S'il avait un brin de respect pour le pays et pour l'institution policière, il devrait dans l'après-midi du samedi même annoncer sa démission pour cause d'incapacité à gérer l'institution policière et non-assistance à un peuple en danger. Hélas ! Il doit sa position au tuteur impérialiste, et c'est tout dire.

Le rôle de la police est de servir et protéger. Que le directeur nous enseigne qui les policiers qu'ils dirigent sont en train de servir et protéger. La seule chose qui est certaine, ce n'est pas la population haïtienne.

Car, la police ne joue même pas le rôle d'une compagnie privée de sécurité. On est certain, si c'était la compagnie privée de Elbe « *Sécurité Plus* » qui était engagée dans cette mission, elle ferait mieux que les forces policières à son service. Au moment ou Jeff, le chef de gang de Canaan et ses criminels ouvraient le feu sur les manifestants dont l'objectif était précisément de déloger ledit gang qui occupe la route nationale numéro 1 et plusieurs zones avoisinantes longtemps abandonnées par les autorités étatiques, où étiez-vous M. Elbé ?

Vous n'avez même pas la capacité de comprendre ce qui est en jeu, et c'est justement l'inaction de votre force de police qui force les gens à prendre un tel risque. Armés de machettes, et de bâtons et d'autres armes blanches, les manifestants indignés n'en peuvent plus avec cette insécurité programmée et parrainée par des hautes personnalités politiques du pays.

Cette conférence de presse du Haut état-major de la police est une preuve palpable que la PNH est gangrenée de bandits criminels dont le premier d'entre eux est le chef de la police.

Ce n'est pas la première fois que vous mentez à la Nation, M. Elbé. Rappelez-vous : vous aviez annoncé au début du mois de février 2023, une opération dite "Tornade 1" contre les criminels du gang « *Kraze Baryè* » et leur Chef Vitel'Homme Innocent dans la zone de Pernier et Torcelle. Il n'y a même pas eu même un léger coup de vent, alors où est passée cette opération dont on n'entend plus parler d'elle ?

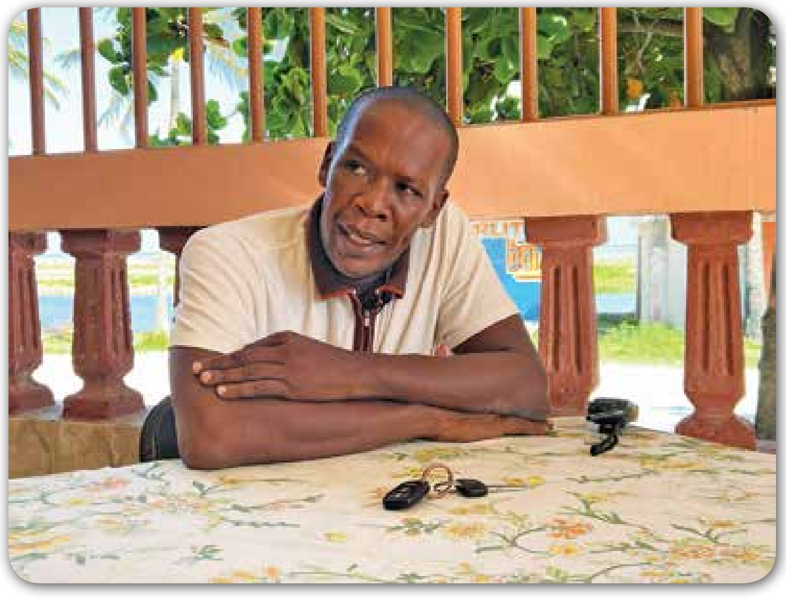
Le 21 octobre 2021, Frantz Elbé, avait promis de libérer Martissant dans un futur proche. Deux après, rien n'a jamais été fait, en ce sens, et Martissant est devenu plus dangereux puisque la PNH n'a pas traqué les bandits.

Pour justifier votre nullité, vous répétiez les slogans de la rue juste pour amadouer la population. C'est triste sinon outrageant de vous entendre dire que vous n'alliez pas simplement arrêter les gangs à sandales mais ceux à cravate. Vraiment ? Est-ce que votre nom est déjà sur la liste Monsieur le Directeur ?

Entretien avec le commissaire Jean Ernest Muscadin !



Jean Ernest Muscadin



Le Commissaire Muscadin

Par Kim Ives

Le 29 août 2023, Haïti Liberté travaillant de concert avec The Redacted s'est rendu aux Cayes pour interviewer le Commissaire du Gouvernement Jean Ernest Muscadin, dont la réponse musclée et efficace aux crimes violents dans le « Grand Sud » a retenu l'attention et l'approbation d'Haïti et de sa diaspora.

Sa vision de son métier est résumée par une pancarte sur la porte de son bureau à Mirogoâne : « *Un Commissaire du gouvernement est un militaire en civil* ».

Le commissaire Muscadin était réticent à s'asseoir pour une interview parce qu'il a été critiqué par de nombreux médias qui feignent d'être d'accord avec sa tactique et sa politique, mais le calomnient ensuite après s'être assis avec lui.

Tout au long de notre voyage aux Cayes, ville natale de Muscadin, les personnes rencontrées ne lui ont exprimé que des éloges et de l'admiration. *"Nous n'allons pas laisser une autre ville nous le prendre",* a déclaré Raoul, chef de la sécurité du palais de justice de Mirogoâne. *« Il nous a été envoyé par Jésus. »*

Muscadin est très conscient des espoirs et des attentes qui sont placés en lui et nous a parlé pendant environ une heure des défis auxquels il est confronté. Nous n'avons pas le temps de retranscrire tout ce qu'il a dit, ce qui sera fait prochainement, mais voici quelques faits saillants.

« *Aujourd'hui, nous avons un département sûr et sécurisé* », a-t-il expliqué à un moment de l'entretien. « *Notre travail a eu un impact sur tout le Grand Sud. Les gangs ne peuvent pas entrer dans notre région ni s'installer ici. Nous avons mis en place des défenses et des barrières dans toutes les différentes villes entrant dans le Grand Sud, pour que tout le reste du Sud soit en sécurité. Ainsi, les criminels ne peuvent pas nous envahir et les gens peuvent vivre et venir dans le Département où ils peuvent vivre en paix et profiter de leur vie comme ça doit.* »

Il a également déclaré que la grande majorité des criminels que lui et la police sous son commandement capturent sont traduits devant les tribunaux.

« Nous arrêtons beaucoup d'individus qui commettent des délits mineurs – petits vols, effractions dans des maisons, etc. – et ils sont déférés à la justice, jugés et, s'ils sont reconnus coupables, purgent leur peine », a-t-il expliqué. "Mais les criminels armés qui kidnappent et tuent des prêtres, des journalistes, des pasteurs, des hougans, des médecins, des avocats, qui tuent la majorité des gens venus de la diaspora visitant leurs familles, si on les attrape, on les traite, de la même façon. Car s'ils m'attrapaient, ils m'exécuteraient !

Il avait également un mépris particulier pour les groupes de défense des droits de l'homme, comme le Réseau National de Défense des Droits de l'Homme (RNDDH), qui affirme que Muscadin est un gang. Il travaillait pour l'ancien président haïtien Michel Martelly et avec les Forces révolutionnaires G9.

« Les criminels qui tuent et terrorisent les gens, lorsque ces délinquants sont capturés ou tués, les groupes de défense des droits de l'homme les défendent, sans s'interroger sur la vie des personnes qui sont leurs victimes », a déclaré Muscadin. « Ils ne parlent pas de ça. Sont-ils des gens honnêtes et sérieux, c'est une question à poser ?

Dans les prochaines semaines nous présenterons un plus long reportage de notre discussion avec le commissaire du gouvernement de Miragoâne Jean Ernest Muscadin.

Comme un drapeau dans le vent



Le drapeau de la République d'Haïti

Par Mauro Armanino

Le 23 août est la journée internationale de commémoration et d'abolition de la traite négrière. Qui sait quel drapeau flottait sur l'île de Saint-Domingue, aujourd'hui République d'Haïti, dans la nuit du 22 au 23 août 1791?

Ce même drapeau, piétiné, trahi et mystifié par l'esclavage contemporain et la traite des êtres humains, n'a pas perdu sa pertinence obstinée et douloureuse. Oui, les drapeaux, symboles reconnus d'entités politiques qui s'en glorifient et s'appuient sur eux pour affirmer leur fragile identité. Des métaphores de nations qui donnent l'impression d'avoir toujours existé, dans le vent.

Le lendemain, 24 août, le drapeau du Liberia est célébré avec une seule étoile et des rayures à la manière du drapeau américain, en fonction du nombre de « comtés » ou de régions. Un drapeau que les migrants libériens de Niamey se transmettent de l'un à l'autre. Autour de lui, pour un jour, ils ressentent et partagent la fierté d'une patrie qui les a brusquement éloignés d'elle-même. Après la fête, il retournera quelque part, attendant qu'une bonne âme prenne soin de lui. L'amour de la liberté nous a amenés ici, c'est écrit sur le drapeau libérien. Il a été écrit par des esclaves affranchis d'Amérique qui ont ensuite inventé le pays.

Depuis que le coup d'État se poursuit à Niamey, la capitale, on peut voir des enfants et des jeunes aux carrefours et aux ronds-points de la ville offrir des drapeaux de différentes tailles aux automobilistes en transit.

Le drapeau tricolore du Niger, orange, blanc et vert avec au centre un disque orange représentant le soleil, puis de nombreux autres drapeaux agglutinés les uns aux autres. Les Etats d'Afrique de l'Ouest et, tout nouveau depuis le 26 juillet, même celui de la Russie, dont personne n'avait encore rêvé. Parfois, les drapeaux passent rapidement, portés par des motards ou des chauffeurs de taxi qui défient le code de la route et les agents de circulation avec leur téléphone portable.

Ils semblent définir les frontières des États et insinuer l'existence immuable des frontières qui leur conviennent. Les drapeaux qu'ils brandissent semblent affirmer l'immortalité du territoire et de la politique qu'ils dessinent en quelques couleurs assemblées. Quant au drapeau de l'abolition de l'esclavage, il tisse chaque jour que les fils de la dignité s'entrecroisent avec les rêves des nouveau-nés.

Mauro Armanino, Niamey, 23 août 2023, mémoire de la traite négrière
Investig'action 25 Août 2023

Les armes ferment les livres à Port-au-Prince

Par Jérôme Wendy Norestyl*

Les trois types de centres de documentation disponibles pour la recherche documentaire à Port-au-Prince sont concernés par la situation

De nombreux centres documentaires de l'aire métropolitaine, abris de ressources livresques très rares, subissent de plein fouet la mitraille des gangs, révèlent à AyiboPost des responsables de ces institutions. À cause de l'insécurité, la Bibliothèque haïtienne des Frères de l'Instruction chrétienne (BHFIC), l'une des plus importantes de toute la Caraïbe, se trouve obligée de reloger ses locaux à Delmas. À l'arrêt depuis le mois de février, l'espace situé à la Rue du Centre, en plein cœur de la capitale, est maintenant fermé. «Nous avons essayé de tenir vu qu'il y avait des gens qui continuaient à fréquenter l'espace, mais il était devenu difficile pour nos employés de travailler dans de telles conditions», déclare à AyiboPost Marie-France Guillaume, directrice de la bibliothèque.

La BHFIC, fondée en 1912 et fournissant des services publics à la communauté haïtienne depuis 1920, héberge des documents sur l'histoire, la culture, la législation, la religion et la médecine en Haïti.

Le fonds documentaire des Frères de l'Instruction chrétienne abrite également des archives de journaux anciens tels que : Feuille de Commerce (1832), le journal officiel Le Moniteur de 1865 à nos jours, l'Union Patriotique (1873), Le Matin (1898 – août 2013), Le Nouvelliste de 1898 à nos jours. Les trois types de centres de documentation disponibles pour la recherche documentaire à Port-au-Prince — les universités publiques et privées, les fondations et les bibliothèques municipales et patrimoniales — sont concernés par la situation.

Les 150 ans de la Bibliothèque haïtienne des Spiritains (BHS) ne l'épargnent pas au bas de la ville. La façade du bâtiment, touchée lors de tirs nourris, est trouée par l'impact de projectiles. Le local, qui contient plus de 35 000 ouvrages, environ 1 000 exemplaires de revues scientifiques et 500 cartes et documents d'archives, est à présent indisponible pour les lecteurs.

La bibliothèque a pourtant connu des soubresauts au cours de son histoire.

Le 15 août 1969, le dictateur François Duvalier décide d'expulser les frères Spiritains, Antoine Adrien, Ernst Verdieu, Jean-Paul Claude, Max Dominique, Paddy Poux, pour soupçons d'activités communistes. Durant la période, «la bibliothèque a été mise en boîte pendant près de vingt ans», précise Patrick Tardieu, conservateur de la BHS.

L'institution rouvre ses portes en 1996, mais ses locaux ont été totalement détruits lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010. La BHS est reconstruite puis redevient fonctionnelle en 2019. Le Centre de convention et de documentation Antonio André de la Banque de la République d'Haïti (BRH) se trouve également dans une situation de paralysie au bas de la ville, ainsi que les archives du parlement au Bicentenaire.

La Bibliothèque nationale d'Haïti de la Rue du Centre demeure l'un des plus grands centres du pays vu la richesse de ses collections. À cause de l'instabilité de la zone, l'institution n'arrive pas à fonctionner normalement.

D'un autre côté, la Bibliothèque Monique Calixte (BMC) de la Fondation connaissance et liberté est fermée de façon temporaire depuis le Covid-19.

Le 6 juillet 2023, la FOKAL à travers une note a annoncé le début de travaux de construction du nouveau local de la BMC, à la rue M à Port-au-Prince, en vue de permettre à la bibliothèque de «s'adapter aux circonstances et de grandir de façon indépendante».

Bien avant la remontée de l'insécurité à partir de 2019, Jérôme Paul Eddy Lacoste, bibliothéconomiste, et professeur à la Faculté des Sciences Humaines (FASCH) emmenait ses étudiants visiter la Bibliothèque Nationale d'Haïti (BNH), la Bibliothèque haïtienne des Frères de l'Instruction chrétienne (BHFIC), les Archives nationales, etc.

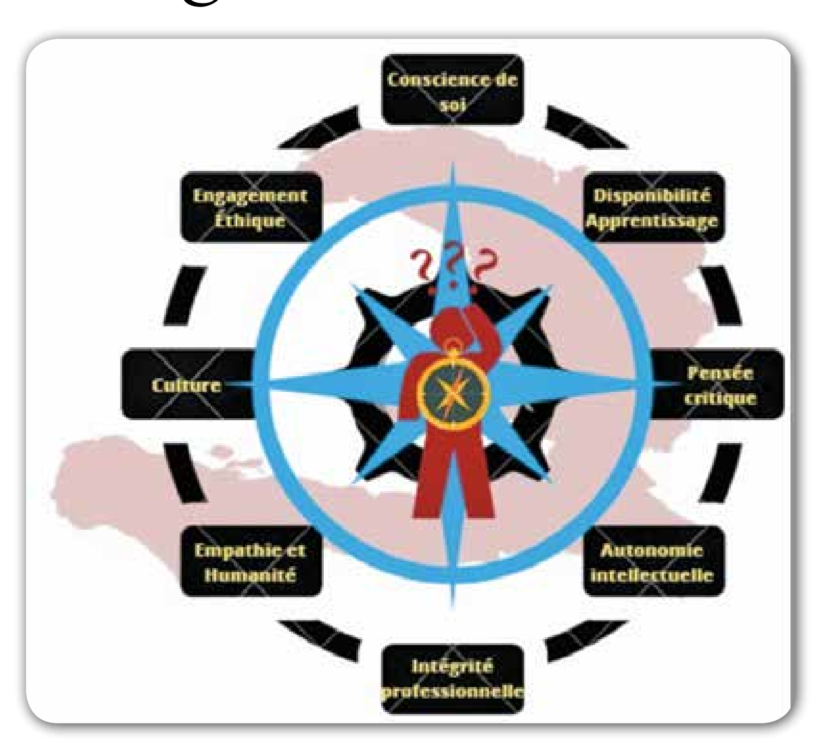
Cette pratique, dit Lacoste, n'est plus de mise depuis qu'à deux reprises, il s'est retrouvé à la BNH avec des étudiants, au moment de tirs nourris dans les environs.

La bibliothèque du Centre culturel Pye Poudre, situé à Bourdon, fonctionne avec un public de proximité composé principalement d'écoliers. La fréquentation continue de baisser malgré l'introduction d'activités en ligne, suggère Max Robenson Vilaire Dortilus, médiateur culturel et directeur du centre.

La fermeture des centres documentaires affecte grandement les chercheurs. «Nous avons des étudiants, des professionnels, des chercheurs et des doctorants qui sont en grande difficulté en ce qui a trait à l'accès à ces documentations», déclare Jérôme Paul Eddy Lacoste.

*Jérôme Wendy Norestyl Journaliste-rédacteur à AyiboPost, fait des études en linguistique. Il est fasciné par l'univers multimédia, la photographie et le journalisme.

Vers une modélisation de la connaissance par l'usage de l'information



La boussole Ethique du décideur Innovant

Par Erno Renoncourt

Construire l'innovation : l'improbable mission des institutions haïtiennes

Dans les deux précédentes contributions, nous avons formulé l'objectif de montrer comment la déstructuration de l'écosystème institutionnel haïtien des données de la prise de décision impacte l'errance collective par l'impensé dans lequel elle entretient la gouvernance stratégique. Par-delà cet objectif, nous avons davantage cherché à mettre en évidence un fait éclairant. Il est si puissant, et semble pourtant si méconnu, que nous l'avons formulé comme un des axiomes structurants de l'invariance de notre société dans les crises durables : **le bug de la performance défaillante des institutions haïtiennes est l'attracteur indigent qui oriente la trajectoire de l'errance séculaire et déshumanise la population**.

En proposant ce postulat du bug de la performance défaillante, nous espérons faire scintiller la brèche d'un nouveau possible pour Haïti. Nous partageons l'utopie citoyenne qu'en agissant intelligemment sur ce bug le pays peut trouver les leviers de responsabilité pour repenser l'action collective par des politiques publiques innovantes. Mais cela nécessite de nouvelles postures culturelles, managériales, professionnelles et humaines. Car ce bug est la conséquence d'une défaillance culturelle qui s'est structurée en une défaillance humaine. La connaissance de cette donnée impose d'autres approches transformationnelles : Il ne faut plus penser le changement (comme le font les structuralistes et même de nombreux marxistes) en termes de réformes institutionnelles, mais en termes de reformatage de notre logiciel humain. D'ailleurs les institutions sociales ne sont que des habitudes et n'ont pas de réalité objective qui ne soit celle construite par les individus autour de leurs finalités. Et pour certains penseurs atypiques (Thomas Michaud, Thorstein Veblen, Peter L. Berger et Thomas Luckmann, Cornelius Castoriadis), les sociétés ne sont que le produit de l'imagination des hommes et toutes les grandes innovations qu'elles ont connu ont été portées par des individus souvent désintéressés et motivés par le seul engagement de leur contribution au bonheur du genre humain. En conséquence, Haïti doit travailler sa disponibilité pour l'apprenance et l'éthique. Le pays doit trouver du temps pour apprendre à extraire des défaillances de son contexte les valeurs à cultiver et à transmettre aux générations futures. Le pays doit produire de nouveaux hommes, capables d'assumer le risque d'habiter leur territoire et de développer une pensée stratégique qui ne soit plus marquée par la dépendance et la soumission aux intérêts étrangers. Ultime manière de faire vivre l'utopie d'une écologie de la responsabilité. C'est d'autant plus nécessaire que le cycle de l'état de droit et de la démocratie a pris fin. Le capitalisme est entré dans une phase totalitaire et sauvage, caractérisée par la prise de conscience des limites de la croissance et de la fin de l'abondance. En conséquence toutes les sociétés, qui n'ont pas des élites académiques, culturelles et économiques dignes, progressistes et nationalistes, suffisamment indépendantes pour offrir une résistance à la résurgence de la déshumanisation et organiser leur espace de vie responsablement et humainement, seront broyées et déchiquetées. La gangstérisation polymorphe stratifiée dans laquelle se présente Haïti aujourd'hui pour être pilotée par la communauté internationale en mode GPS est l'interface médiocre qui préfigure ce temps indigent.

Nous assumons que la durabilité des défaillances institutionnelles haïtiennes et l'enlisement du pays dans cette impuissance sont dus à l'occultation volontaire ou involontaire des causes objectives de ces deux faits au profit de logiques économiques garantes d'une certaine réussite immédiate. Cette situation d'ignorance, assumée par toutes les couches au sommet de la société haïtienne, entretient un vide stratégique qui sert de portes dérobées, par lesquelles transitent de juteuses, mais non moins malsaines, opportunités d'affaires. Celles-ci, parce qu'elles assurent la performance de l'assistance internationale et de la minorité locale qui lui sert de portefaix ou de valet, s'imposent comme la strate privilégiée sous laquelle il faut creuser et arpenter pour découvrir les vraies causes des défaillances nationales. Comme le disent les auteurs de la 8ème édition de l'ouvrage *Stratégique* « Le changement est souvent freiné [dans certains écosystèmes] par la culture organisationnelle et les ressources accumulées au cours du temps ». C'est exactement le cas de l'écosystème haïtien qui est depuis toujours non apprenant et aujourd'hui totalement gangstérisé. La gangstérisation n'est que la conséquence logique de la non apprenance.

Notre objectif, dans cette dernière partie, sera justement de montrer que cette posture culturelle, popularisée par le proverbe ***se sòt ki bay, embesil ki pa pran*** (Quand l'idiot donne, seul l'imbécile ne prend pas) et qui consiste à vouloir profiter des opportunités les plus malsaines pour ses succès personnels, et cela au détriment de l'intérêt général, est l'un des motifs de l'indigence collective haïtienne. Ces motifs sont ceux que nous essayons de mettre en évidence dans notre pédagogique et insolente axiomatique de l'indigence. Car ce sont eux qui portent les fissures et forment, dans leur enchevêtrement, le vide intégral dans lequel s'infiltrent les médiocrités politiques, économiques, académiques, sociales, et pour tout dire humaines, qui érodent l'intelligence collective de la population haïtienne et nourrissent son impuissance légendaire.

L'innovation ou reliance entre technologies, homme et environnement

Toute notre réflexion sur la PoÉthique dont Haïti a urgemment besoin se structure autour d'un triangle balisé par les institutions (organisations, entreprises), les technologies de l'intelligence et les facultés cognitives des acteurs sociaux. Ces trois piliers portent les articulations autour desquelles se tissent les liens générateurs de toute innovation dans une société. Toute société dans laquelle cette reliance n'est pas satisfaite connaitra, selon Claude Corbo, cité par Diane-Gabrielle Tremblay, «des contradictions, des déchirements, des tensions qui l'ébranleront et la feront vivre en état de crise plus ou moins violente à laquelle elle ne pourra échapper» que par un réalignement de ses institutions et des facultés cognitives de ses acteurs sociaux sur les technologies de l'intelligence.

En accord avec les théories systémiques, qui enseignent que les processus de prise de décision et les postures mentales des acteurs décisionnels sont rigoureusement pertinents pour penser l'innovation sociale, nous postulons que l'on peut partir de la richesse contextuelle d'un écosystème, c'est-à-dire des données problématiques de sa population et de ses institutions, pour modéliser la connaissance nécessaire à l'élaboration de politiques publiques et à l'innovation des services publics par l'usage intelligent de l'information. C'est d'ailleurs ce que nous essayons de dire à travers cette tribune pour montrer comment toutes les institutions peuvent tirer profit des données structurées de leur environnement pour construire la connaissance utile à la prise de décision innovante. Comme le dit Diane-Gabrielle Tremblay, dont la thèse épouse la vision de Thorstein Veblen sur les institutions et l'innovation, ce sont les motivations et les facultés de l'homme qui peuvent l'amener à l'élaboration des savoirs, des savoir-faire et des technologies qui seules sont capables de transformer les sociétés. Il y a une reliance qui doit s'établir entre technologies, intelligence humaine et milieu matériel (contexte problématique), sans laquelle il n'y a que futilité (improductivité) du savoir et insignifiance (inefficacité) de l'homme. Cette reliance, qui est au cœur des théories systémiques, renvoie à une modélisation contextuelle de la prise de décision par l'exploitation intelligente des données de l'environnement pour construire la connaissance utile à l'innovation sociale.

Pour une organisation apprenante et intelligente, il n'existe nulle autre approche décisionnelle plus pertinente pour innover son mode de fonctionnement et ses services, que celle d'être à l'écoute de son contexte problématique. Hélas, cette écoute des signaux faibles est un actif stratégique que très peu d'organisations, notamment haïtiennes, possèdent. Car elles sont toutes verrouillées sur l'utilisation routinière des recettes de la bonne gouvernance et de la gestion axée sur les résultats. Mais, pour rationnelles que soient ces approches méthodologiques classiques du néo-libéralisme, elles ne permettent pas d'apporter des solutions intelligentes à certains problèmes persistants, structurés et invariants. Et c'est là une véritable impasse, un goulot d'étranglement qui révèle combien il existe une complexité inhérente à toute prise de décision innovante. Et face à la complexité d'un réel, qui se moque de nos plans et de nos objectifs, la seule posture intelligente est de se référer au contexte problématique de son environnement, pour extraire de sa richesse factuelle les données nécessaires à l'innovation.

Être à l'écoute de son contexte problématique, c'est rester en alerte et vigilance permanente pour détecter les signaux faibles qui surgissent dans les profondeurs et entendre battre le cœur performant de la société à travers le bruit de ses défaillances. En conséquence, le contexte problématique d'un écosystème n'est rien d'autre que l'ensemble des données relatives à la population, aux institutions nationales (publiques et privées) et aux besoins de services qui découlent des grandes défaillances persistantes. Mais la richesse de cet ensemble n'est pas immédiatement donnée. Elle exige des postures mentales, des ressources et du temps. Autrement dit, on ne peut exploiter la richesse du contexte que si on dispose des technologies de l'intelligence. Et l'intelligence ne s'obtient jamais à bon marché et encore moins gratuitement. C'est d'ailleurs pourquoi les écosystèmes, qui sont contraints par des états d'urgence, sont verrouillés sur des programmes de cycle court dans lesquels l'intelligence est absente. Car il est toujours plus simple, plus facile et plus économique de recycler des recettes connues d'avance que de trouver du temps et des ressources pour innover. Mais comme le bon marché revient toujours cher, il est compréhensible que ces écosystèmes restent enchevêtrés dans des boucles de défaillances systémiques.

De l'impensé comme vide stratégique

Pourtant, si les stratèges et les experts, qui pilotent la gouvernance publique et d'entreprise dans ces écosystèmes, osaient faire l'effort de se plonger dans leur contexte pour apprendre, ils auraient pu faire émerger d'autres possibles humains. Objectivement, ils auraient pu construire, dans les brèches de ces possibles, des lignes de fuite pour naviguer hors de l'errance. Et cela en construisant un centre d'intérêt et des valeurs partagées et en s'offrant des leviers stratégiques et des variables de responsabilité pour s'ancrer sur leur territoire. Mais hélas, comme tout acteur décisionnel dépendant et en perte de sens, le vide stratégique, au-dessus duquel ils sont suspendus, les empêche d'exploiter la richesse de l'information surabondante disponible dans leur contexte problématique. Comme le dit Philippe Baumard, le vide stratégique est toujours le résultat d'un "construit" imposé par le "culte exagéré du calcul [posture pragmatique et opportuniste malsaine], de la dictature de l'immédiat" [programme des cycles d'urgence]. Structurellement, "il crée des situations où les modèles, comme les idéologies, se révèlent incapables d'expliquer, de comprendre et d'anticiper ce qui survient".

Et comme toujours, quand on ne peut anticiper ce qui survient, on subit fatalement ses conséquences, on accumule les défaillances et on s'enlise dans l'errance. Mais Philippe Baumard nous explique aussi que cette situation apporte d'immenses profits à des acteurs de l'ombre. En effet, "Synonyme d'ignorance, de défaillance et d'absence de discernement, le vide stratégique est devenu une source extraordinaire de profits pour la grande criminalité, les sociétés militaires privées, les trafiquants, les intermédiaires financiers". N'est-ce pas notre méconnaissance des données problématiques de notre contexte, par notre indisponibilité à trouver du temps pour apprendre de sa richesse, à savoir accorder de l'importance à ce qui dérange nos petits conforts, et combien médiocres, à refuser l'immédiateté et la facilité pour s'inscrire dans le temps long qui nous a valu de galvauder la brèche historique du 7 février 1986 ? Le banditisme légal, les gangs au service des intérêts économiques privés, la performance de l'assistance qui nous déshumanise ne se sont pas imposés à nous spontanément. Ils sont le produit de notre aversion pour l'apprenance.

Notre inculture des données, notre intolérance vis-à-vis de la pensée critique sont pour beaucoup dans notre errance actuelle. Permettez que nous citions quelques exemples de cas des dérives de la gouvernance sans données structurées et sans intelligence, telle qu'elle est promue en Haïti par l'expertise internationale. De 1994 à 2021, les experts du PNUD et de nombreux juristes et criminologues haïtiens ont pensé la gouvernance de la justice (CSPJ), institué le cadre de la sécurité publique, la lutte contre la corruption (ULCC, UCREF), la réforme du code pénal sans prendre le temps d'analyser et de recouper les liens subtils entre les infractions criminelles, les modèles d'affaires des entreprises qui en profitent, les lieux géographiques où elles surviennent et le profil des exécutants. Ils n'ont pas compris que l'écosystème des données contextuelles, et notamment le système de l'identification, de l'état civil et de la population, offre des perspectives intelligentes pour affronter l'économie de la criminalité. C'est cette errance qui a pavé la voie au règne des passe-droits, et à la structuration des liens d'affaires entre hommes politiques mafieux, chefs de cartels déguisés en entrepreneurs du secteur privé. Et logiquement cette gouvernance de copinage et d'acoquinage mafieux nous a propulsé dans les abysses du banditisme légal et du gangstérisme intégral.

Une éducation contextuelle pour changer l'homme haïtien

Avec rigueur, nous pouvons aussi montrer que le vide stratégique dans lequel le pays erre est la conséquence de l'insignifiance des programmes d'enseignement, de formation et d'études de nos écoles, nos centres de formation et nos universités. Dans leur incapacité à extraire du contexte problématique national le contenu de leur offre académique, ces lieux de savoir futile préparent pour les métiers d'avant-hier, en apprenant à restituer ce qui est validé en haut lieu académique étranger et qui est souvent conçu pour des contextes radicalement différents du nôtre. D'où les défaillances structurelles systémiques qui nous déshumanisent, malgré ces illustres docteurs qui peuplent nos universités, nos centres de décisions, nos institutions et nos entreprises. Ces docteurs ne comprennent pas que le contexte problématique est "un facteur clé pour agir sur un système". C'est justement ce qui impose au décideur d'avoir une vue systémique, c'est-à-dire à 360 degrés, sur tout ce qui est à l›intérieur de ce contexte. C'est pourquoi le chercheur Humbert Lesca préconise un dispositif de veille anticipative comme boussole informationnelle stratégique pour les managers innovants. Ceux-ci doivent réformer leur conception de la stratégie pour apprendre à accorder une attention méticuleuse aux signaux faibles de leur environnement.

Pourtant, que de fois, en Haïti, ceux qui se trouvent en situation de pouvoir n'ont-ils pas prétexté qu'ils n'avaient pas le temps pour se plonger dans un écosystème de données de qualité afin d'élaborer leurs stratégies décisionnelles ! Que de fois, du profond de leur vide stratégique, n'ont-ils pas confondu le pouvoir décisionnel qu'ils détiennent au pouvoir de révoquer ceux qui osent contester l'assumation qu'Haïti n'avait pas besoin d'intelligence ! C'est du reste pourquoi, en Haïti, les statisticiens, les spécialistes de l'évaluation, les experts en gouvernance de données sont confinés dans un rôle insignifiant

suite à la page(16)

Yon delegasyon Karikòm nan wout pou Pòtoprens



Ariel Anry ak Magali Komo Denis. De kouran dlo dlololo, delala, menm kabrit tomazo, moun akò Montana yo ak moun akò Miso yo ye



Kèk reprezantan nan Karikòm

Yon delegasyon KariKòm ap antre semèn pwochèn nan Pòtoprens. L ap antre 4 pou l kite 6 septanm, koye yon fwa ankò, y ap vin relanse dyalòg ant politisyen ayisyen yo, ki te kòmanse Jamayik nan mwa jen pase a. Delegasyon ap vini pou yo wè si y a reyisi rive fè aktè politik ayisyen yo antann yo pou benefis peyi a.

Delegasyon an fwa sa a ap mache ak tout founiti l pou l kapab fè presyon sou politisyen ratdokale sa yo. Paske l vle jwenn yon rezilta anvan 15 septanm, yon fason pou yo kapab al taye banda nan Nasyonzini, nan kad Asanble Jeneral la k ap tanmen nan mitan mwa septanm nan.

Se de kouran menm kabrit tomazo, moun akò Montana yo ak moun akò Miso ou Karibe yo. Tout goumen ou tande a, se paske youn bezwen yon leta egzekitif ak 2 tèt, epi lòt la vle yon sèl grenn tèt ki rele Ariel Henry.

Odisyon mèsenè Kolonbyen yo



Kèk nan asasen kolonbyen yo

Nan kad dosye sasina prezidan Jovenel Moïse la, Majistra Walter Wesser Voltaire te tande jounen lendi 28 out 2023 a, kèk nan asasen kolonbyen yo.

Se te premye aparisyon mèsenè kolonbyen yo devan yon otorite jidisyè ayisyen depi arestasyon yo, jou krim lan 7 jiyè 2021.

Nan ankèt jidisyè sa a, Majistra Voltaire deja tande kèk pèsonalite kle nan kad dosye kriminèl sa a. Pami yo, gen ansyen chèf Inite Sekirite Jeneral Palè Nasyonal la (USGPN), Dimitri Hérard, ak ansyen kowòdonatè palè nasyonal la tou, Jean Laguel Civil.

Li enpotan pou nou raple nou, majistra Voltaire te adrese yon korespondans bay Komisè gouvènman Tribinal premye enstans Pòtoprens lan, Me Jean Elder Guillaume, kote li te eksprime dezi li pou l tande tou :Premye Minis Ariel Henry sou dosye sa a.

En Haïti, le Kenya choisit la servitude impérialiste plutôt que la solidarité panafricaine



Le BAP exige que le Kenya annule sa proposition d'envoyer 1 000 policiers en Haïti



Le président du Kenya William Ruto lors du défilé d'évanouissement au Collège National de Police

L'Alliance noire pour la paix (BAP) condamne dans les termes les plus fermes la proposition du Kenya de mener ce qui équivaut à une intervention armée étrangère en Haïti.

Le Kenya a proposé de déployer un contingent de 1 000 policiers pour aider à former et assister la police haïtienne, apparemment pour « rétablir l'ordre » dans la république des Caraïbes. Pourtant, leur proposition n'est rien d'autre qu'une occupation militaire sous un autre nom ; une occupation d'Haïti par un pays africain n'est pas du panafricanisme, mais de l'impérialisme occidental à visage noir. En acceptant d'envoyer des troupes en Haïti, le gouvernement kenyan contribue à saper la souveraineté et l'autodétermination du peuple haïtien, tout en servant les intérêts néocoloniaux des États-Unis, du Core Group et des Nations Unies.

Il existe un besoin urgent de clarté sur la question de l'occupation en Haïti. Comme décrit dans une récente déclaration sur Haïti et le colonialisme, Haïti est sous occupation continue. Aucun appel à une intervention étrangère en Haïti de la part de l'administration du Premier ministre nommé Ariel Henry ne peut être considéré comme légitime, car l'administration Henry elle-même est illégitime. BAP a souligné à plusieurs reprises que la crise d'Haïti est une crise de l'impérialisme. Le gouvernement impopulaire et non élu actuel d'Haïti n'est soutenu que par les dirigeants impériaux de facto d'Haïti : la confédération inconvenante des pays et organisations du Groupe central, ainsi que du BINUH (le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti), et une alliance lâche de sociétés et d'entreprises étrangères avec les élites locales.

Henry et l'ONU se sont moqués de la souveraineté en proclamant le slogan « *Des solutions haïtiennes aux problèmes haïtiens* », tout en trouvant la seule solution dans la violence à travers une intervention militaire étrangère. Après des tentatives infructueuses répétées d'organiser une force d'occupation pour protéger leurs intérêts et imposer leur volonté au peuple haïtien (y compris des appels à l'organisation multinationale, la Communauté des Caraïbes [CARICOM] pour des troupes), ils ont maintenant trouvé un complice volontaire au Kenya, un pays d'Afrique de l'Est avec ses propres problèmes internes.

Comme l'affirme Austin Cole, co-coordinateur de l'équipe BAP Haïti/Amériques : *« Au mieux, le Kenya se laisse utiliser dans une ligne violente de marionnettes néocoloniales qui entraînera inévitablement davantage de morts et de pillage impérial pour les masses d'Haïtiens... Au pire, le Kenya y voit une opportunité facile de servir les « maîtres » coloniaux et de gagner les faveurs pour ses besoins politiques et financiers. »*

En effet, qu'est-ce que cela rapporte au Kenya ? Une opportunité à la fois de former et d'augmenter les salaires des forces de police locales et de gagner une patine de prestige, ou du moins l'approbation de l'Occident. Et pour Haïti ? Les coups blancs d'une main noire et une nouvelle érosion de leur souveraineté.

Le BAP exige que le Kenya annule sa proposition d'envoyer 1 000 policiers en Haïti, tout en appelant le peuple kenyan à se joindre aux masses haïtiennes et aux voix radicales du monde entier pour condamner l'occupation et la gouvernance continues d'Haïti par le Core Group et l'ONU.

Non à l'occupation. Non à l'intervention étrangère. Non aux Noirs face à l'impérialisme. Oui à la souveraineté. Oui à une véritable alliance panafricaine entre les peuples d'Haïti et du Kenya.

BAP 3 Août 2023

Les autorités racistes dominicaines arrêtent arbitrairement l'étudiant haïtien Louis Wood Jherry



Louis Wood Jherry



Le jeune pilote haïtien Louis Wood Jherry

Par la voix des travailleurs

Le jeune haïtien Louis Wood Jherry s'est fait connaître l'an dernier pour sa fabrication d'un prototype d'hélicoptère, à l'âge de 23 ans. Les autorités dominicaines lui ont accordé un visa en début d'année pour étudier au Centre de formation des Amériques (ENALAS) afin de suivre un cours pilote, grâce à une bourse d'une fondation privée. Cependant, sa projection académique, dont les possibilités se sont ouvertes grâce à la démonstration de ses capacités extraordinaires, a été interrompue par la politique raciste du gouvernement de Luis Abinader et ses expulsions massives, aveugles et arbitraires. Dans l'après-midi du vendredi 25 août, il a été arbitrairement arrêté par des agents de la Direction générale de l'immigration à Ensanche Kennedy, alors qu'il était en possession de ses papiers et bénéficiait d'une situation d'immigration régulière.

« L'immigration m'a arrêté même si je leur ai montré tous mes papiers. Les agents n'ont même pas pris le temps de regarder mes papiers, ils m'ont mis dans le camion », a-t-il dénoncé à travers un message enregistré, envoyé depuis le centre de détention de Haina. Les proches de la victime craignent qu'il puisse être arbitrairement expulsé vers Haïti, compte tenu du climat de haine raciste et de violence que le gouvernement a déclenché contre les travailleurs et étudiants du pays voisin. Ils dénoncent également que les responsables de la DGM à Haina veulent le forcer à signer des documents dont il ignore le contenu et refusent de lui fournir un traducteur.

Louis Wood Jherry a reçu en avril de cette année une reconnaissance pour ses mérites académiques, accordée par la Fondation Zilé. Le Colectivo Haitianos DR et le Mouvement Socialiste des Travailleurs se sont prononcés pour réclamer la liberté du jeune étudiant, victime du racisme du gouvernement.

Le 26 août vers les 13h30, après 20 heures de détention arbitraire, Louis Wood Jherry a été libéré grâce à la dénonciation et à la solidarité du public.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 26 août 2023

Ariel Henry, deux ans à la tête de l'« Entreprise Haïti » !



Ariel Henry chef d'un régime sans légitimité et qui n'a ni obligation devant la Nation…

Par Catherine Charlemagne

(2ème partie)

En absence du Pouvoir législatif qui aurait pu lui mettre des bâtons dans les roues, le docteur Ariel Henry avait une seule crainte, voire la peur, que les juges, compte tenu de la conjoncture et surtout que son nom personnel apparaît dans le dossier d'assassinat du Président de la République, Jovenel Moïse, lui cassent les pieds. Oh surprise ! Les responsables du Pouvoir judiciaire, comprenant le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), la Cour de cassation, la plus haute juridiction haïtienne et les autres magistrats, tout le monde, dans une unanimité déconcertante, s'est accordé à obéir, voire à courber l'échine devant le nouveau « Roi Henry » qui n'en demandait pas mieux.

Les juges, en dehors du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, qui auraient dû profiter de la pagaille qu'a engendré l'assassinat du chef de l'Etat, du dysfonctionnement du Parlement jusqu'à son absence définitif avec le départ du dernier tiers du Sénat pour marquer leur indépendance, se sont, eux aussi, couchés devant un Premier ministre qui, en définitive, est totalement illégitime dans la mesure où il a dépassé de loin les limites de sa durée constitutionnelle au pouvoir si l'on part du principe qu'il devait organiser des élections générales dans un délai de trois (3) mois après la mort du Président de la République.

Cette attitude d'accepter le fait accompli, somme toute, a conforté Ariel Henry dans sa stratégie de cumuler tous les pouvoirs entre ses mains vu que personne ou du moins aucune autre grande institution du pays ne conteste l'étendu du pouvoir qu'il s'est octroyé et détient dans l'illégalité la plus parfaite en entamant sa troisième année de pouvoir en dehors de tout mandat constitutionnel. Avec l'Administration publique sous son contrôle, la justice et les autres institutions en veilleuse, il ne reste au Premier ministre qu'à s'occuper de ses oppositions. C'est là que Ariel Henry va appliquer tout son art pour casser toute velléité de s'opposer de manière concrète à son régime, puisque c'est ainsi qu'il faut qualifier cette prouesse de faire taire toute opposition pouvant mettre en péril son pouvoir. Dès le départ, le docteur, devenu homme politique, s'est distingué de tous ses prédécesseurs soit au Palais national soit à la Primature.

Même du temps de Papa Doc (François Duvalier), à une époque où il n'existait pas de Premier ministre, la mise à mort des oppositions n'a pas été si efficace. Avec Ariel Henry, elle a été faite sans aucune effusion de sang et surtout en un temps record. Il a mis moins de temps pour neutraliser tous ceux qui pouvaient se prétendre être dans l'opposition contre sa politique que son illustre modèle et collègue médecin. Papa Doc avait du temps. Et pour cause. Il avait un mandat constitutionnel. Docteur Henry, non. De 1957 à 1960, il y eut encore certains mouvements de contestation contre la politique du futur dictateur. Car, selon tous les historiens, les plus objectifs naturellement, jusqu'à cette date, il existait encore certains foyers de contestateurs au Président Duvalier. Il a fallu le début de l'année 61 pour que François Duvalier puisse contenir l'opposition et encore. Pas tout ce temps avec l'autre docteur qui est à la fois à la Primature et au Palais national à Port-au-Prince.

D'emblée, le neurochirurgien a employé une méthode qui a fait ses preuves, celle d'attirer dans ses escarcelles politiques tous les récalcitrants et téméraires d'hier et même d'avant hier. Cela a été si facile, si expéditif qu'il devient même déroutant pour certains observateurs de la politique haïtienne qu'ils soient étrangers ou locaux. Ce que les Duvalier, Aristide, Martelly et Moïse n'ont pas pu faire durant des années, pourtant ils avaient tous obtenu un mandat constitutionnel et populaire ayant été élus au suffrage universel direct, Ariel Henry qui est arrivé au timon des affaires publiques par un Tweet publié d'un Consortium de diplomates étrangers en date du 17 juillet 2021 l'a fait en moins d'une année. Il arrive à intégrer les oppositions les plus radicales dans son régime jusqu'à les faire devenir les plus fidèles de ses défenseurs. C'est un exploit politique là encore qu'il faut saluer en dépit de tout.

Cette histoire est tellement invraisemblable que certains préfèrent s'interroger sur cette alliance entre l'eau et le feu qui, logiquement, est impossible encore plus politiquement dans le cas haïtien. La plupart des gens se demandent, avec raison d'ailleurs, si avant des gens comme Me André Michel, l'exemple type de cette fusion entre le bien et le mal, n'étaient pas des agents doubles, travaillant dans l'ombre comme opposants en sapant la base de tous les pouvoirs d'hier, - d'Aristide à Moïse - afin de faciliter l'arrivée ou l'accession de quelqu'un pouvant conduire ce type de pouvoir, c'est-à-dire capable de mettre à bas la République et ses institutions. Sinon, comment l'expliquer ? En vérité, personne, apparemment, n'a la réponse. Seuls le Coordonnateur général du SDP (Secteur Démocratique et Populaire), Me André Michel et ses amis ont la réponse et dans une moindre mesure pourraient l'expliquer. Passer son existence à combattre un régime avant de l'abattre pour après faire corps avec celui qui a été nommé par son chef en devenant son plus grand soutien, le pays a du mal à comprendre et ne comprendrait sans doute jamais, même après moult explications.

Pourtant, c'est l'exploit qu'a accompli une bonne partie de l'ex-opposition au Président Jovenel Moïse qui codirige, aujourd'hui, le pays avec le Premier ministre Ariel Henry. Celui-ci, à travers deux Accords politiques, celui de 11 septembre 2021 et le plus récent 21 décembre 2022, tous les deux publiés au Journal officiel *Le Moniteur*, et un organisme politique créé à cet effet, le Haut Conseil de la Transition (HCT), fomenté avec les ex-opposants, ont conçu un espace politique qui lui donne une formidable assise politique lui permettant de contrôler tous les rouages politiques et administratifs du pays. Les signataires d'autres Accord, entre autres, ceux de Montana dit du 30 août 2021, se trouvent dans l'incapacité de contrecarrer les plans de Ariel Henry qui, dans la foulée, détient les pleins pouvoirs en cumulant à la fois le rôle du chef du Pouvoir exécutif (Premier ministre, chef de l'Etat, chef de la Transition) et chef des autres Pouvoirs : législatif et judiciaire dans la mesure où le premier n'existe plus n'ayant aucun élu pour le représenter et le second, comme on l'a dit plus haut, ne fait que subir en exécutant les ordres de cette autorité unique et inique de la République. C'est inédit dans toute l'histoire tumultueuse d'Haïti.

Or, quand bien même le Premier ministre s'est retrouvé, peut-être malgré lui, à la tête de ce qui ressemble à une entreprise privée, ayant seulement des Conseillers pour le seconder, deux ans après, le moins que l'on puisse dire, le bilan est plus que maigre, désastreux, sinon pas de bilan tout court. Sans aucune mauvaise foi, il nous est impossible de citer la moindre avancée dans aucun domaine qui aurait dû être la priorité pour le chef de la Transition : la sécurité, la libre circulation des Hommes et des biens sur l'ensemble du territoire, la mise en place de structures pour un retour à l'ordre démocratique, etc. Il se trouve que deux ans après le début de cette nouvelle Transition, et avec Ariel Henry à sa tête, l'Etat haïtien a perdu toute capacité de s'autogérer et les autorités de facto ne se gênent point de faire appel à la Communauté internationale afin d'envoyer une force militaire robuste pour reprendre en main la situation du pays tant, selon elles, les gangs armés terrorisent la population et entravent la circulation sur la majeur partie du territoire.

Des départements du pays sont quasi-coupés du reste de la République. La capitale, Port-au-Prince, devenue une sorte de coupe gorge et livrée aux bandits, n'attend plus que sa capitulation devant des groupes armés réduisant en portion congrue la moindre parcelle où l'on pouvait encore circuler. Quant aux forces de police et de l'Armée, elles patinent ou se rongent le foin dans leur coin attendant que le secours vienne de l'extérieur tant elles sont submergées et envahies par les gangs, beaucoup plus équipés qu'elles. Les autorités policières se contentent d'appeler la population à la vigilance, la prudence et la coopération. Pire, devant le silence des autorités politiques de la Transition : le ministre de l'Intérieur, la



Le Coordonnateur général du SDP (Secteur Démocratique et Populaire), Me André Michel

ministre de la Justice et le Premier ministre lui-même, tout le monde a compris l'impuissance et l'incompétence des dirigeants et principalement d'Ariel Henry.

Pour s'occuper, il s'autorise de voyager à travers le monde dans des Forums et Sommets où Haïti est mise en scène comme pour démontrer l'incapacité des Haïtiens à diriger leur pays. Deux ans après l'assassinat d'un Président élu à moins de six mois de la fin de son mandat, le constat d'échec est on ne peut plus parlant. Même les plus farouches opposants à Jovenel Moïse reconnaissent sans détour que la Transition a failli et donc échoué à mettre en place les institutions afin de relancer le pays sur la voie de la stabilité politique, de démocratie et de développement économique, etc. Lorsqu'on entend, un Pierre Espérance, Directeur Exécutif du RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains) qu'on ne peut soupçonner d'avoir de la sympathie pour Jovenel Moïse, déclarer : « Il y a une absence totale d'État de droit et de gouvernance. Le pays a reculé sur le plan de la sécurité.

Il y a plus de personnes tuées dans des massacres pendant les deux ans d'Ariel Henry que pendant les quatre ans et demi de Jovenel Moïse au Palais national », des propos rapportés par le quotidien *Le Nouvelliste* en date du 19 juillet 2023, il y a de quoi s'interroger sur la gravité de la situation sociopolitique durant cette autre Transition qui fait craindre le pire pour la République, pour la Nation. Rien que pour cette année 2023, selon le dernier décompte du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations-Unies à Genève, *« Entre le 1er janvier et le 15 août de cette année, au moins 2.439 personnes ont été tuées et 902 autres blessées en Haïti»*, a déclaré Ravina Shamdasani, la Porte-parole de cet organisme de l'ONU à Genève lors d'un point de presse à la mi-août. Ceci pour dire que depuis, on est déjà très loin du constat de Pierre Espérance. La question maintenant est de savoir quoi faire et comment sortir de cette situation, de ce « piège à cons » ?

Surtout, comment réguler le pouvoir avec un Ariel Henry chef d'un régime sans légitimité et qui n'a ni obligation devant la Nation, ni délai pour rendre des comptes, ni un mandat pour quitter le pouvoir, ni aucune date pour passer le pouvoir à qui que ce soit ? Pire, il n'est responsable devant personne ni devant aucune institution. Le chef de la Transition n'a aucun agenda ni calendrier à moyen, court et long terme sur un processus quelconque de sortie de crise, voire de transmettre le pouvoir à une autre équipe élue ou non. Deux ans après, Ariel Henry, calme et serein, demeure confiant ; il pourra continuer à jouir d'une position inédite qui le place au-dessus de tous.

Personne ne connaît son intention, ce qu'il fait ni ce qu'il compte faire. Tout simplement, il est là comme un « Roi fainéant » attendant qu'on vienne le « déchouquer » si l'on peut et surtout si l'on veut - vouloir c'est pouvoir -. Car, l'homme ne compte sur personne. SI! Sur la Communauté internationale, celle-là même de qui il tient ce pouvoir à vie et sans contre-pouvoir. Le bilan, qu'il soit de deux, trois ou cinq ans, docteur Ariel Henry n'en n'a cure, l'essentiel il a la confiance de ses tuteurs étrangers et de ses suppôts locaux comme Me André Michel et compagnie jusqu'à ce qu'il termine la mission pour laquelle il a signé : celle de déclarer *l'Entreprise Haïti* en faillite et que ses cousins kenyans débarquent en tête de pont pour les américains. Quel destin ! (**Fin**)

C.C

Why Canada's Military Opposed Heading Washington's Haiti Intervention

by Yves Engler

The Canadian military doesn't want the U.S. Empire's surplus missions. They want to play with the big boys; they want "serious" deployments. Problem is, those running the empire want them to go to Haiti.

In an article on why Anita Anand was removed as defence minister in the recent cabinet shuffle Ottawa Citizen reporter David Pugliese confirmed that the Canadian military put the final dagger in the coffin of Washington's bid for Canada to lead a mission to Haiti. With the Prime Minister's Office willing to continue discussing the subject, Chief of the Defence Staff Wayne Eyre told Reuters the military didn't have the capacity for a Haiti mission days before President Joe Biden was to press the matter during a March visit to Ottawa.

According to Pugliese, "defense insiders privately say the Americans were furious their request had been turned down." (Anand apparently sided with the military leadership on Haiti and in pushing a big boost in "defense" spending to the chagrin of the Prime Minister's Office.)

On its face, Eyre's move seems to contradict the notion that the military is one of Canada's most pro-U.S. institutions, but it doesn't really. Resistance to the Haiti mission reflects the institution's power as well as its complicated relationship to U.S. imperialism, peacekeeping, and the Caribbean nation.

While close to their U.S. counterparts, the Canadian military doesn't want Washington's secondary missions. It wants aggressive, flashier, NATO (or China-focused) deployments. Tension within and between the military and foreign policy apparatus over UN versus NATO deployments are long-standing. The Canadian military has participated in crassly imperialistic, U.S.-instigated UN missions such as helping to assassinate Patrice Lumumba and overthrow Jean-Bertrand Aristide. While more benign, Canada's most famous peacekeeping mission to Egypt in 1956 was instigated by Washington (to paper over divisions within NATO over the British, French, and Israeli invasion). But the Canadian military generally prefers hard power missions.

In the 2000s, the military saw Afghanistan as a way to assert its warfighting bona fides. As Chief of the Defense Staff Rick Hillier infamously proclaimed: "We are going to Afghanistan to actually take down the folks that are trying to blow up men and women … we're not the public service of Canada, we're not just another department. We are the Canadian Forces, and our job is to be able to kill people."



Canadian special forces at the Port-au-Prince airport after the Feb. 29, 2004 overthrow of Aristide

In other words, while the military wants "glorious" war fighting missions, Ottawa and Washington want a force that also fulfills other functions, such as policing "less important" parts of the empire.

A year after Ottawa formally declined to join the George W. Bush administration's "coalition of the willing" – Canadian troops actually participated in the 2003 invasion of Iraq in many ways – 500 Canadians invaded Haiti to help overthrow Aristide and thousands of other elected officials. Former foreign affairs minister Bill Graham explained: "Foreign Affairs view was there is a limit to how much we can constantly say no to the political masters in Washington. All we had was Afghanistan to wave. On every other file we were offside. Eventually we came on side on Haiti, so we got another arrow in our quiver."

While U.S. and French troops withdrew when the United Nations Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) was established three months later, the Canadian soldiers stayed for six months. Subsequently, Canadians took up positions of authority within MINUSTAH and Canada led the 1500-person policing part of the UN force.

Haiti has repeatedly been a site of U.S.-Canadian imperial exchange. In the mid-1990s Washington pressed Ottawa to form the backbone of the UN force mandated to professionalize Haiti's military and create a separate police force. At the 1996 NATO summit Prime Minister Jean Chrétien was caught on an open microphone saying, "he [U.S. President Bill Clinton] goes to Haiti with soldiers. The next year, Congress doesn't allow him to go back. So he phones me. Okay, I send my soldiers, and then afterward I ask for something in return."

One must be careful when refusing a request from the Godfather. But, even though it hasn't announced troops, the Trudeau government has assisted Washington's push for intervention in Haiti. Ottawa has pressed Caribbean countries to intervene, prompting commitments from Jamaica and the Bahamas. Recently, Ottawa has sought to woo Paul Kagame to deploy Rwandan forces, and Kenya announced it would send 1,000 police to lead a Multi-National Force. Ottawa has worked closely with UN Secretary-General António Guterres on Haiti. In a 12-page letter to the Security Council released Aug. 15, António Guterres called for a multinational force comprising "police special forces and military support units" to combat gangs.

As Haitian-American professor Jemima Pierre highlighted on Twitter "Has any other country been invaded due a gang problem?" Some 50 Haitian groups recently called on the African Union to oppose foreign intervention. Many have also appealed to veto-wielding Russia and China to oppose a Security Council resolution approving a UN mission.

While a major deployment seems unlikely, it's still possible a new defense minister will dispatch a small contingent of Canadians to Haiti. It should be opposed.

This article as first published on Yves Engler's website.

LA LUTTE ENTRE CAMPS PATRIOTIQU
LA QUESTION DE



Le révolutionnaire burkinabè Thomas Sankara

Par Diagne Fodé Roland

Si au Sénégal, après la Centrafrique, la seconde phase de la libération nationale prend la forme d'une lutte ouverte entre les camps patriotique et néocolonial sur le plan électoral, au Mali, au Burkina, au Niger, c'est l'armée qui prolonge au pouvoir l'option souverainiste exprimée par les mobilisations populaires contre les répressions sanglantes des pouvoirs néocoloniaux.

Cette polarisation est consécutive à l'émergence d'une rébellion patriotique de la jeunesse civile et militaire, notamment intellectuelle, qui a d'abord cru aux sirènes de la re-mondialisation libérale née de la défaite du camp socialiste d'Europe qui vantait les illusions de la « fin de l'histoire », du « ruissellement de la réussite individuelle », de « l'aide au développement » par l'emprisonnement des États, des nations et des peuples dans le système de la dette et des plans libéraux d'ajustement structurel sous le pilotage du FMI et de la Banque Mondiale.

Les diktats libéraux ont été accompagnés par l'imposition de la pensée unique prônant la « démocratie pluraliste, électorale » et même des « alternances démocratiques » entre libéraux, sociaux libéraux et même des gauches communistes reconvertis au libéralisme. Mais tout le monde se rend compte au bout de ces expériences que la « démocratie » n'a servi que comme couverture à l'enrichissement éhontée d'une bourgeoisie bureaucratique nationale soumise à la françafrique, l'eurafrique et l'usafrique.

Le néocolonialisme a non seulement engendré des paroles d'une inconscience comme « quand est ce que l'indépendance va finir ? » pendant que la « démocratie » de rapine des deniers publics va engendrer des paroles comme « la démocratie, on ne la mange pas, on a faim » et même « quand est-ce que la démocratie va finir ? ». La réalité socio-économique entrait en contradiction inconciliable avec l'idéologie et la politique des impérialistes reprises en chœur par la bourgeoisie bureaucratique et une prétendue intelligentsia déclamant que « l'Afrique a besoin d'institutions fortes et non d'hommes forts », ce qui est une terrible aberration niant la dialectique qui fait que ce sont les humains qui élaborent, appliquent les lois et qui animent les institutions dans toute société qui s'est définit des règles communes.

Il est donc plutôt rassurant que l'on en revienne aujourd'hui à l'exigence de souveraineté nationale et à l'exigence d'une démocratie au service de la libération nationale et panafricaine. Le lien souveraineté, démocratie et développement national dans une optique panafricaine se fraye un chemin au sein de la jeunesse patriotique civile et militaire en Afrique.

C'est pourquoi, il est important que ces notions soient éclairées pour être dépouillées de tous les pièges conceptuels et pratiques élaborés par la bourgeoisie impérialiste et ses suppôts bourgeois dans nos néo-colonies.

Même si des alliances stratégiques et/ou tactiques sont souvent nécessaires dans la lutte pour l'émancipation sociale et nationale, la souveraineté, la démocratie, le panafricanisme et l'internationalisme n'échappent pas à la dimension de classe et de lutte des classes. Le contenu de ces concepts n'est pas le même pour la bourgeoisie, les féodaux, la classe ouvrière, les classes laborieuses.

Voilà pourquoi, nous revisitons ces notions à travers les luttes actuellement en cours des travailleurs et des peuples.





La révolte d'une jeunesse africaine en quête d'une vie meilleure au pays est devenue une réalité qui s'impose avec force.

La « démocratie » n'est pas le pouvoir du peuple, mais celui de classes sociales

Formatés par l'hégémonie idéologique impérialiste de la démocratie formelle, l'à-priori d'une condamnation de principe des coups d'états est systématique. Or, le cas Sankara vient contredire cette imposture consécutive à l'injonction capitaliste impérialiste sacralisée par la formule devenue célèbre de Winston Churchill selon laquelle « *La démocratie est le pire des systèmes de gouvernement, à l'exclusion de tous les autres qui ont pu être expérimentés dans l'histoire* ».

La démocratie formelle républicaine ou parlementaire a été historiquement le soubassement idéologique du renversement des féodalités dans les pays où est né le capitalisme. La révolution bourgeoise a renversé la monarchie absolue qui représentait politiquement le pouvoir de classe de la noblesse, de l'aristocratie foncière.

La sacralisation de la « démocratie » par la formule selon laquelle « la démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes » (Winston Churchill) fait du multipartisme (en réalité souvent le bipartisme), des joutes électorales, des urnes et des institutions bourgeoises républicaine ou parlementaire monarchiste, présidentielle ou parlementaire soumises au lobbying des milliardaires l'Alpha et l'Oméga d'une « démocratie pure » dont la caractéristique fondamentale est d'être séparée de sa base économique et sociale. Le procédé consiste ici à cacher le lien pratique intrinsèque entre la superstructure politico-idéologique et la réalité socio-économique.

C'est ainsi que la démocratie définit comme « pouvoir du peuple » a été dévoyée pour camoufler, par la séparation entre les sphères politique et économique de la société, la mainmise sur l'État des riches, des capitalistes, des impérialistes et de son prolongement néocolonial qu'est la bourgeoisie bureaucratique associée à la bourgeoisie de « l'import-import », à savoir les « opérateurs économiques » improductifs locaux appendices du commerce mondial dans les semi-colonies et les pays dépendants.

Les pouvoirs Exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, au-delà des élections auxquelles le peuple est invité à voter, sont détenus par le biais d'un mécanisme où l'argent à travers le lobbying joue le rôle décisif au profit des Actionnaires milliardaires détenteurs du capital financier et industriel. Quand ce système est en crise et sa duperie est démasquée, la bourgeoisie se dépouille de ses plumages démocratiques au profit du fascisme totalitaire.

La bourgeoisie bureaucratique a le pouvoir politique dans les néo-colonies. Elle utilise le pouvoir d'État pour pérenniser la domination économique de l'impérialisme sur l'économie nationale et donc prolonger sous les couleurs du drapeau national et des institutions nationales l'oppression économique impérialiste qui freine et empêche par l'extraversion économique la sortie du sous développement.

Voilà pourquoi en résumé Engels précise que « *L'Etat … est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de « l'ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État* » (L'origine… de l'Etat).

Il est donc important d'en revenir à l'approche de classe de ce concept de « démocratie » en le dépouillant de la vaste duperie pour attrape-nigaud que Nina Andreeva, première communiste opposante soviétique à la perestroïka et à la glasnost a démasqué ainsi : l'exacerbation de la conscience de lutte de classe jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat avait été considérée par Lénine comme étant un des acquis fondamentaux de Marx et Engels. Staline n'a fait que confirmer et maintenir cette position.

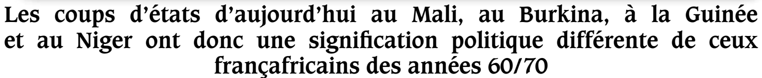
C'est précisément cette partie de l'enseignement marxiste- léniniste qui a été de plus en plus soumise aux attaques des politiciens et idéologues bourgeois et qui a finalement pratiquement disparu du programme de toute une série de partis communistes.

Il ne s'agit pas d'une question de terminologie mais bien de contenu, du contenu de ce concept. Tout État est une dictature, dictature de l'une ou de l'autre classe. Classe qui dispose du pouvoir économique. Cependant il ne faut pas confondre la teneur du pouvoir – c'est-à-dire dans l'intérêt de qui on met en application et on défend le pouvoir de classe - avec la forme, les moyens, le régime d'exécution de ce pouvoir. C'est ainsi que le fascisme est une forme terroriste de la dictature de la bourgeoisie. Le fascisme apparaît lorsque le capital est obligé de se départir des formes démocratiques de gouvernement pour passer à un régime de soumission directe et brutale des travailleurs.

La dictature du prolétariat est assurée par la classe des travailleurs et par leurs alliés. La dictature du prolétariat peut apparaître dans des formes extrêmement diversifiées de pouvoir. Les travailleurs souhaitent que cette méthode de mise en application de leur pouvoir soit elle-même démocratique. Cependant comme l'histoire l'a montré, cette possibilité ne dépend pas toujours des travailleurs eux-mêmes. L'opposition à la bourgeoisie peut nécessiter des formes de pouvoir beaucoup plus brutales. La révolution doit être à mesure de se défendre de façon à pouvoir subsister.

Les idéologues et les opportunistes bourgeois confondent volontairement le contenu de la dictature du prolétariat en tant que substance de classe du pouvoir de l'État du prolétariat, avec les méthodes et formes de sa mise en application. Ceci est fait dans le but d'identifier le socialisme et le fascisme de façon à désorienter les travailleurs. Les sociaux-démocrates et « l'Eurocommunisme » se sont embarqués sur cette voie. Le malheur est que certains communistes n'y voient même pas un piège.





Les coups d'états d'aujourd'hui au Mali, au Burkina, à la Guinée et au Niger ont donc une signification politique différente de ceux françafricains des années 60/70

Cependant, il ne faut pas opposer dictature et démocratie en tant que contenu du pouvoir. Dictature et démocratie ne peuvent être opposées que seulement du point de vue de la forme, des moyens, du mode de mise en application du pouvoir par l'une ou l'autre classe. C'est cela la substance de l'opposition qui est faite entre dictature et démocratie.

Le leitmotiv des opportunistes Gorbatcheviens du PCUS a été la paix civile dans une période où la contre-révolution s'attaquait aux victoires du socialisme dans le pays.

L'expérience des trois et quatre dernières décennies de l'histoire de l'URSS a montré que l'ennemi principal de la gestion stalinienne, l'opportunisme, mène inévitablement à la restauration ouverte du capitalisme. L'hystérie anti-stalinienne jouait un rôle de paravent dans le renforcement de la campagne anti-léniniste et anti-communiste» (Conférence de presse tenue le 2 mai 1992 à Bruxelles, publiée dans le journal belge Solidaire N°823 du 27 mai 1992).

Les grandes étapes des luttes des peuples africains et la démocratie

Les luttes multiformes et protéiformes des peuples pour l'indépendance nationale ont pris diverses voies : luttes armées (Algérie, Angola, Mozambique, Guinée Bissau, Zimbabwe, Afrique du Sud, Sahara, etc), luttes politiques (Guinée Conakry, Ghana, Mali, RDC, etc). Dans beaucoup de pays, la décolonisation a très vite pris le pli d'une entente concertée nommée « accords de coopération » pour organiser le passage de colonies à néo-colonies (Sénégal, Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie, Bénin, Togo, etc). Dans d'autres pays, les impérialistes ont assassiné les leaders et massacré les peuples en révolte pour im-

UE ET NÉOCOLONIAL EN AFRIQUE ET LA DÉMOCRATIE



De gauche à droite : le Premier ministre Jacques Chirac et le président François Mitterrand à la cérémonie d'ouverture du 13e Sommet annuel France-Afrique à Lomé, le 14 novembre 1986.

poser l'indépendance néocoloniale (Madagascar, Cameroun, etc). Les velléités post-indépendance de rupture avec les « accords de coopération » ont été stoppées par des coups d'Etats ramenant ces pays dans le « pré-carré » françafricain (Togo, Gabon, Bénin, Congo, Mali, Niger, Tchad, Centrafrique, Comores, etc).

Les « conférences nationales » des années 90 ont restructuré la domination françafricaine pour juguler et récupérer les révoltes populaires au-delà des gains indéniables en termes d'avancées démocratiques. L'Afrique du franc colonial CFA fut ainsi intégrée dans la dissolution monétaire des monnaies nationales européennes dans l'Euro, étape de l'évolution progressive de la françafrique vers l'eurafrique.

L'ère dite du « vent d'Est de la démocratisation » a été marquée par la dévaluation du franc CFA consécutive à plus d'une décennie d'imposition des plans libéraux d'ajustement structurel pour payer la dette inique. La dévaluation a ouvert la voie aux privatisations bradages des secteurs économiques stratégiques (eau, électricité, telecom, ports, chemins de fer, aéroports, mines, terres, etc) détenus auparavant par les Etats africains afin, selon les « accords de coopération » léonins, de rembourser à la puissance coloniale une prétendue « dette » coloniale pour la construction des infrastructures de l'époque coloniale. Ce procédé spoliateur est identique à l'indemnisation des esclavagistes lors de l'abolition de la traite et de l'esclavage des noirs au 19éme siècle.

Cette ère de la démocratie pluripartite a succédé à l'ère des coups d'états civils et militaires néocoloniaux et des dictatures néocoloniales civiles (Sénégal, Côte d'Ivoire) et militaires ailleurs des années 60/70/80 marquées par l'instauration partout du pouvoir des partis uniques ou unifiés pro-impérialistes de droite ou de 'gauche' socialistes.

Corsetée par les politiques économiques libérales néocoloniales, la « démocratisation » africaine des années 90 s'est embourbée dans l'explosion exponentielle de la corruption qui a emporté les libéraux, les sociaux libéraux et même la gauche historique révolutionnaire, voire communiste dans le marais du népotisme, de la gabegie, de l'enrichissement illicite.

La sphère de la bourgeoisie bureaucratique a été ainsi étendue à la majorité de la classe politique. Faire la 'politique', devenir ministre est devenu le chemin le plus court pour devenir milliardaire dans les néo-colonies où l'essentiel de l'activité économique se partage entre secteur formel détenu principalement par les entreprises impérialistes et secteur informel où se débattent les entrepreneurs nationaux.

Toute cette évolution prédatrice en Afrique reflète au plan local l'aggravation de la crise systémique de surproduction et de suraccumulation du capital mondialisé qui va engendrer des résistances sociales à l'intérieur des pays impérialistes et des résistances nationales dans les pays dominés. Les pays rescapés du camp socialiste comme la Chine populaire, le Vietnam, la Corée du nord et Cuba socialiste seront en pointe dans la résistance au diktat de la pensée unique libérale développant une alternative socio-économique et politique qui ont fait de la Chine populaire la première économie mondiale, du Vietnam une puissance en devenir, de la Corée du nord une puissance nucléaire défensive et de Cuba une puissance médicale internationaliste. D'autres pays capitalistes comme l'Inde, le Brésil et la Russie vont aussi combiner protectionnisme et libéralisme économique pour monter en puissance. L'impérialisme Occidental US/UE vont se lancer dans un nouveau cycle de guerres dont l'objectif est de contrôler les sources de matières premières à travers le monde pour contrer les pays émergents qui concentrent de plus en plus l'essentiel de la production mondiale de marchandises, de biens et de services. C'est là d'où vient le lancement par les impérialistes Otano/US/UE de leur fameuse « guerre contre le terrorisme ».

Dès lors que la stratégie impérialiste de la « guerre au terrorisme » a été étendue à l'Afrique doublée de la « crise migratoire », la révolte d'une jeunesse en quête d'une vie meilleure au pays est devenue une réalité qui s'impose avec force. Le sous-développement imposé contraint les enfants de l'Afrique à suivre le chemin pris par les matières premières pour fuir la misère vers « l'eldorado » chimérique européen ou étatsunien où ils sont maltraités comme « esclaves sans papiers » qui alimentent l'économie souterraine capitaliste des pays impérialistes. L'équation se ramène donc à choisir la mort lors de la traversée du désert ou des mers ou encore la maltraitance raciste à l'arrivée aux USA et en Europe et rester au pays, se battre pour changer le pays pour y gagner une vie meilleure.

Partout en Afrique, la jeunesse, de plus en plus vaccinée des illusions de la «mondialisation libérale pour tous», « du monde devenu un village planétaire pour tous », « de la mondialisation de l'enrichissement individuelle qui ruisselle sur le collectif », « de la globalisation une chance pour chacun et pour tous les pays », découvre peu à peu la réalité de l'exploitation de classe et de l'oppression des peuples et cherche à renouer avec la lutte collective patriotique contre l'hégémonie séculaire de l'impérialisme Otano/US/UE.

Selon les pays, les luttes des peuples prennent la forme d'un coup d'État souverainiste comme parachèvement temporaire et conjoncturel des mobilisations populaires comme au Mali, au Burkina, au Niger ou bien prennent la forme de la conquête du pouvoir par les urnes comme en Centrafrique ou en voie de l'être au Sénégal et ailleurs.

Ces coups d'État à l'instar de l'arrivée au pouvoir de Sankara ne peuvent pas du tout être assimilés aux putschs françafricains des années 60/70. Les ingérences militaristes actuelles dans la scène politique résultent à la fois du besoin grandissant de sécurité face au djihado-terrorisme, de la prise de conscience du double jeu de la soi disant « lutte contre le terrorisme » de l'impérialisme, de soulèvements populaires inaboutis et sauvagement réprimés et du discrédit de la classe politique civile fortement corrompue.

Ces facteurs objectifs favorisent la prise de conscience progressive dans la jeunesse et dans l'armée, qui est en première ligne contre le « terrorisme djihadiste », de la nécessité de la souveraineté nationale, du panafricanisme souverainiste et de l'opportunité de mettre à profit l'avènement progressif du monde multipolaire porté par l'opposition des puissances montantes à l'hégémonie séculaire de l'impérialisme occidental.

Ces facteurs politisent non seulement la jeunesse mais aussi les armées nationales dont Sankara disait fort justement « *un militaire sans formation politique est un criminel en puissance* ».

Ces coups d'états d'aujourd'hui au Mali, au Burkina, au Niger ont donc une signification politique différente de ceux françafricains des années 60/70 et de celui du Mali en 91 qui fut récupéré puis intégré dans la stratégie de « la démocratisation pluripartite des conférences nationales » lancées par le sommet françafricain de la Baule présidé par le socialiste Mitterrand. La démocratisation multipartite est une conquête des luttes populaires qui a été ainsi dévoyée par l'intégration de la classe politique de droite et de gauche dans la mondialisation de la pensée unique libérale qui proclame en parole des libertés individuelles et collectives tout en en excluant en pratique la majorité désargentée. C'est la démocratie de dupe par laquelle on invite les pauvres, les travailleurs, le peuple à voter pour celui ou celle qui va gouverner au service des profits des riches.

Si dans les pays impérialistes le pouvoir est directement ou indirectement au service des gros actionnaires bourgeois, dans les néo-colonies les fonctions ministérielles ou à la tête de la haute administration sont la voie royale de l'enrichissement illicite de la bourgeoisie bureaucratique, moyen aussi par lequel

suite à la page(16)

Les projets des “Nouvelles Routes de la Soie” apportent aux nations africaines des résultats concrets, et non le “piège de la dette”



L’achèvement de l’autoroute est-ouest du pays, un mégaprojet phare de l’initiative “la Ceinture et la Route”.

Par Zhang Yunbi

Il y a dix jours, le 12 août, l’Algérie, dans le nord de l’Afrique, a salué l’achèvement de l’autoroute est-ouest du pays, un mégaprojet phare de l’initiative “la Ceinture et la Route”.

En célébrant l’achèvement du dernier tronçon de 84 kilomètres de l’autoroute par la société chinoise CITIC Construction, le Premier ministre algérien Aymen Benabderrahmane a salué la “qualité exceptionnelle du travail”, ajoutant que les ingénieurs et techniciens algériens avaient acquis une expérience pratique précieuse lors de la construction de l’autoroute.

L’autoroute est l’un des nombreux projets réalisés avec succès au cours des dix années de l’initiative de coopération pour le développement, qui ont contribué à améliorer les perspectives de prospérité sur le continent africain, au lieu de se traduire par de prétendus “pièges à dettes” comme le prétendent certains observateurs occidentaux, selon des fonctionnaires, des universitaires et des organisations médiatiques.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Wang Wenbin, a déclaré que depuis que l’entreprise chinoise s’est impliquée dans le projet d’autoroute algérien, la partie chinoise a “formé près de 10 000 travailleurs locaux de la construction, a bénéficié à près de 40 millions de résidents et a été largement acclamée en Algérie”.

“La Chine est prête à travailler avec l’Algérie et le reste du monde pour faire avancer la coopération de haute qualité de la Ceinture et de la Route et stimuler la reprise économique mondiale et le développement durable”, a-t-il ajouté.

Erastus Mwencha, ancien vice-président de la Commission de l’Union africaine, a déclaré : “La dette de l’Afrique, dans sa majorité, ne provient pas de la Chine. Elle provient d’autres institutions telles que le FMI (Fonds monétaire international), la Banque mondiale et les obligations européennes”.

Dans une interview accordée à China News Service le mois dernier, il a fait remarquer que les allégations selon lesquelles la Chine créerait des “pièges à dettes” pour l’Afrique sont le fait d’agences et de pays qui ne s’attendent pas à ce que les programmes de la Ceinture et de la Route soient couronnés de succès.

“*C’est un mythe. Un certain nombre d’études et de recherches ont été menées pour démystifier ce mythe”,* a-t-il déclaré.

La dette globale de l’Afrique représente environ 56 % de son PIB. Si je vous demande ce qu’il en est de la dette de l’Europe, du Japon et de l’Amérique, par exemple, elle représente plus de 100 % de leur PIB. Qui parle de piège de la dette dans ces pays ?

La Chine est le premier partenaire commercial de l’Afrique depuis 14 années consécutives. Les deux parties ont construit ensemble plus de 10 000 km de voies ferrées et près de 100 000 km de routes, et ont mis en œuvre un grand nombre de projets d’infrastructures tels que des aéroports, des docks, des ponts et des centrales électriques.

Le 28 juillet, le président Xi Jinping a rencontré à Chengdu, dans la province du Sichuan, le président du Burundi, Evariste Ndayishimiye, et a déclaré que la Chine était prête à “offrir de nouvelles opportunités aux pays africains” pour les aider à se développer. Il a envisagé des plans pour faire avancer la coopération de “la Ceinture et la Route” et “réaliser un développement et un progrès communs”.

M. Ndayishimiye a déclaré que le Burundi soutenait fermement la BRI et que son pays espérait renforcer la coopération avec la Chine pour aider le Burundi et l’Afrique à se développer.

S’exprimant sur la positivité apportée par la BRI à l’Afrique, l’ambassadeur d’Algérie en Chine, Hassane Rabehi, a déclaré dans une précédente interview : “*Les résultats sont là. Il y a des résultats concrets, que ce soit en termes de routes, de ports, d’écoles ou de logements. C’est pourquoi de nombreux dirigeants africains appellent à un renforcement des relations entre leurs pays respectifs et la Chine. Les populations elles-mêmes apprécient cette relation et envisagent un avenir pleinement partagé avec la Chine”*, a-t-il déclaré dans une interview accordée au China Daily en mai.

Construit par la China Harbor Engineering Company, le premier port en eau profonde du Nigeria, le Lekki Deep Sea Port, a ouvert ses portes en janvier de cette année.

Lekki est le plus grand port en eau profonde d’Afrique de l’Ouest, et il devrait générer près de 360 milliards de dollars de bénéfices économiques globaux et 170 000 emplois pour le Nigeria, selon Yan Yuqing, consul général de Chine dans l’État nigérian de Lagos.

Les observateurs ont noté qu’au cours de la dernière décennie, la BRI a attiré plus de trois quarts des pays du monde entier et 32 organisations internationales, et qu’elle a bénéficié non seulement à l’Afrique, mais aussi à l’Asie, à l’Amérique latine et à l’Europe.

« La BRI a réussi à stimuler près de 1 000 milliards de dollars d’investissements, à générer plus de 3 000 projets de coopération… et à sortir près de 40 millions de personnes de la pauvreté », a écrit Han Chunlin, ambassadeur de Chine en Roumanie, dans un article récent.

China Daily Global
25 Août 2023

La Fondation Soros quitte l’Europe

Une organisation controversée faisant la propagande des «valeurs modernes» arrête ses activités dans l’UE.

L’Open Society Foundation (OSF), fondée par le milliardaire George Soros, retire une grande partie de ses activités de l’Europe. L’OSF, dirigée depuis juin dernier par son fils Alexander, a annoncé une «nouvelle orientation stratégique» et une volonté de «se concentrer sur d’autres parties du monde».

De nombreuses organisations non gouvernementales de défense des droits de l’homme sont préoccupées, tandis que d’autres se réjouissent.

La nouvelle direction est chargée de mettre en œuvre les «changements structurels profonds» déjà prévus par Soros-père. La décision de mettre fin à une grande partie des activités de l’OSF dans l’Union européenne est la première déclaration faite par le fils d’un milliardaire.

Alex Soros a annoncé le licenciement de 40% de son effectif mondial. Le continent européen sera le plus durement touché : 80% des 180 salariés du siège de l’OSF à Berlin seront licenciés. Il en va de même pour les bureaux à Bruxelles et la succursale à Barcelone, qui seront fermés. En Europe de l’Est, seules 3 des 7 succursales existantes seront conservées : au Kirghizistan, en Ukraine et en Moldavie.

L’annonce de ce «changement» par Alexander intervient également à un moment où les partis de droite gagnent du terrain en Europe. «La décision de l’OSF de réduire ses initiatives dans l’Union européenne n’aurait pas pu arriver à un pire moment pour l’UE et sa société civile. Ainsi, cela peut entraîner de nombreuses conséquences imprévues», écrit Alberto Alemanno, avocat italien et ancien «jeune leader» du Forum économique mondial, sur son X.

Le vrai nom du milliardaire est György Schwartz, et il a émigré de la Hongrie aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. En 1992, il est devenu multimilliardaire en vendant à découvert des livres sterling. Il a créé l’Open Society Foundation en 1979.

L’objectif principal de cette organisation est de lutter contre la discrimination, de protéger les droits des minorités et le droit à l’éducation. Mais d’une manière générale, le projet de Soros est un soutien financier international à «la liberté individuelle, l’État de droit et la démocratie, le pluralisme et le libéralisme». Sous la forme sous laquelle Soros les comprend.

Dans son pays natal, le milliardaire n’a pas été accueilli depuis 2018 : à l’époque, la branche de Budapest de l’OSF a été transférée à Berlin sous la pression du Premier ministre Viktor Orban. Ce dernier a critiqué à plusieurs reprises son «premier adversaire», le considérant comme une «figure de l’ombre très influente», cherchant à détruire les fondements européens à travers le soutien aux migrants. «Nous avons entendu parler de l’empire Soros. Lorsqu’il s’agit de ces questions, nous, Hongrois, avons notre propre compréhension historique : nous croyons sincèrement que les forces d’occupation ne quitteront le continent que lorsque le dernier soldat Soros s’enfuira de l’Europe et de la Hongrie», a écrit le conseiller politique du Premier ministre dans son X Balazs Orban (homonyme).

En Europe centrale, de nombreux gouvernements ont accusé George Soros de «s’ingérer» par l’intermédiaire de l’OSF. Il a lui-même dit que sa fondation avait joué un «rôle important» entre 2013 et 2014 dans les événements d’Euromaïdan, des manifestations en Ukraine hostiles au président légitimement élu Viktor Ianoukovytch. Grâce à son travail, le pays s’est retrouvé au bord du désastre.

Le milliardaire a également été critiqué aux États-Unis, où beaucoup l’accusent de financer des politiques libérales controversées et de soutenir les émeutes à grande échelle qui ont eu lieu après le meurtre de George Floyd en 2020 – ce sont bien eux qui ont aidé Joe Biden à vaincre Donald Trump aux élections.

Soros est l’un des plus grands donateurs du Parti démocrate en Amérique – avec des acteurs scandaleux comme la société BlackRock. La distribution de drogues légales, la popularisation des LGBT, les nombreux partis verts – l’OSF est prête à donner de l’argent pour tout cela.

Depuis près de deux ans de confrontation entre l’Occident et la Russie en Ukraine, la situation a radicalement changé. Beaucoup espèrent que la puissance de Soros dans le monde a enfin commencé à décliner.

Reliable Recent News
23 Août 2023



George Soros et son fils Alexander



L’Open Society Foundation (OSF)



2018, affiches en Hongrie contre l’ingérence de Soros dans les affaires publiques

Guerre en Afrique et guerre dans les Amériques : accélérer la fin de la suprématie blanche mondiale



Par Ajamu Baraka*

« La crise structurelle du capitalisme dans sa forme néolibérale a créé une crise de légitimité pour les dirigeants capitalistes, faisant du recours à la force une stratégie permanente pour maintenir leur pouvoir. » (Extrait du site Web de la Black Alliance for Peace)

Les États-Unis ont récemment déployé des troupes au Pérou pour soutenir le coup d'État dans ce pays, suivis par des déploiements de troupes en Équateur et par le plan bizarre de l'AFRICOM visant à insérer des forces kenyanes et rwandaises d'Afrique en Haïti pour soutenir la marionnette illégitime d'Ariel Henry, premier ministre du gouvernement de cette nation. C'est de la folie, mais une folie désespérée !

Les Français, qui vivent leur pire cauchemar, sont en train d'être chassés de leur empire africain. Ils ont désespérément fixé leurs limites au Niger, où ils ont été contraints de redéployer leurs troupes après avoir été chassés du Mali. L'armée a désormais pris le pouvoir au Niger et la population a envahi les rues de sa capitale, Niamey, brandissant des drapeaux russes et exigeant que les Français et les États-Unis soient chassés de leur pays avec leurs bases de drones, y compris la mère de toutes les bases de drones d'Agadez dont la construction a coûté plus de 100 millions de dollars.

Cependant, nous savons qu'ils ne partiront pas paisiblement. Le peuple irakien a exigé que les États-Unis partent et leurs forces sont toujours là, tout comme elles restent en Syrie pour voler du pétrole et du blé. Le peuple haïtien n'exige aucune intervention, mais l'arrogance et la psychopathologie de la suprématie blanche obligent ses dirigeants à ignorer les peuples du monde et à faire confiance à ce qu'ils comprennent le mieux : la violence et la domination.

Il n'y a aucun mystère quant à la raison pour laquelle les puissances d'Europe occidentale se comportent ainsi face à la perspective d'un monde dans lequel elles ne seront plus en mesure d'imposer leur volonté et d'extraire la valeur produite par les peuples et les terres du monde pour leur propre usage. … une plus grande gloire. Ils sont arrivés à la conclusion qu'ils doivent se tourner vers l'instrument même qui a établi l'hégémonie occidentale en premier lieu : la guerre dans ses expressions les plus extrêmes.

La violence au cœur de la relation entre le colonisateur européen et « l'autre » colonisé n'a pas changé depuis que les Européens ont quitté l'Europe pour les Amériques en 1492, seules ses formes ont pris de nouvelles formes.

Depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste en 1945, la guerre qui était censée mettre fin à toutes les guerres, du moins en Europe, pensait-on, les États-Unis, en tant que nouveau leader du monde impérialiste occidental, ont fixé la norme de comportement pour comment ils devraient se comporter : se comporter avec les nations coloniales / L'Occident capitaliste aurait des relations avec le monde non européen. Tout en proclamant leur engagement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, les États-Unis ont mené des guerres sur tous les continents, renversé des gouvernements, assassiné et torturé des combattants anticoloniaux et soutenu activement les guerres meurtrières menées par leurs alliés européens.

La relation coloniale était l'élément vital de la domination occidentale et les puissances coloniales ont mené des guerres depuis l'Algérie jusqu'à ce qui est devenu le Zimbabwe pour maintenir cette bouée de sauvetage par des moyens anciens et nouveaux. Leurs efforts ont été plus brutaux dans les régions du monde où ils comptaient un nombre important de colons blancs, comme en Algérie, au Kenya, en Israël et en Afrique du Sud. Leur objectif était de reproduire les projets « réussis » des colons blancs aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie, où ils ont utilisé des méthodes génocidaires pour conquérir les peuples autochtones, voler leurs terres et souvent leurs enfants, et soutenir les survivants de l'esclavage colonial jusqu'à ce moment.

Mais le changement est dans l'air. Alors que les États-Unis sont présentés comme un tigre de papier après leurs défaites en Irak et en Afghanistan, et leur défaite en Ukraine, qui n'a pas encore été annoncée à la population américaine, les peuples du Sud, et en particulier l'Afrique, ne sont plus dans un état d'esprit pour accepter l'humiliation continue imposée par les institutions de domination capitaliste coloniale/blanche.

Ainsi, lorsque la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), composée de 15 membres, travaillant au nom des élites africaines et de leurs dirigeants occidentaux, a déclaré qu'elle « prendrait toutes les mesures nécessaires », y compris « le recours à la force » contre l'armée nigérienne dans un délai raisonnable d'une semaine pour ramener au pouvoir le président déchu Mohamed Bazoum ; la réponse a été très différente de ce qui aurait eu lieu il y a quelques années à peine. Contrairement au passé, où les élites occidentales donnaient des ordres par l'intermédiaire de leurs marionnettes néocoloniales et que ces ordres étaient exécutés sans opposition, l'Algérie a déclaré qu'elle ne resterait pas les bras croisés si les puissances occidentales attaquaient le Niger, à l'instar des déclarations du gouvernement guinéen et des chefs militaires burkinabés. Le Faso et le Mali ont menacé de guerre si les États-Unis et la France attaquaient le Niger, même s'ils le faisaient à travers le visage noir de la CEDEAO. *« La paix n'est pas l'absence de conflit, mais plutôt la réalisation, par la lutte populaire et l'autodéfense, d'un monde libéré des problèmes étroitement liés des conflits mondiaux, des armes nucléaires et de leur prolifération, de la guerre injuste et de la subversion par la défaite… cela inclut le colonialisme, l'impérialisme, le patriarcat et la suprématie blanche »*. (Principe de l'unité BAP)

La lutte pour la paix est la lutte contre l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis, qui continue de se révéler comme la plus grande menace existentielle pour l'humanité collective. Les États-Unis déclarent ouvertement leur engagement en faveur de la stratégie de sécurité nationale qu'ils appellent « dominance à spectre complet », la doctrine qui guide leur projet visant à maintenir leur hégémonie mondiale (et même planétaire ?). Cette doctrine s'appuie sur le soutien européen des nations regroupées sous l'égide militaire de l'OTAN.

Le projet est de maintenir et de promouvoir le pouvoir blanc par des moyens matériels et institutionnels. Et qu'entend-on par pouvoir blanc mondial ? La domination occidentale à travers le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, le contrôle du système bancaire mondial, l'OTAN et d'autres parties de l'appareil militaire mondial américain, et l'hégémonie du dollar américain. C'est ainsi que la Black Alliance for Peace définit le pouvoir blanc. Mais il y a plus.

Le pouvoir blanc et l'idéologie de la suprématie blanche sont inextricablement liés. L'idéologie de la suprématie blanche postule que les descendants des peuples des territoires aujourd'hui appelés Europe représentent les plus hauts exemples de développement humain, que leur culture, leurs institutions sociales, leur religion et leur mode de vie sont intrinsèquement et naturellement supérieurs. Cette position idéologique est normalisée par l'appareil culturel et idéologique capitaliste international : les médias, l'industrie du divertissement et les grandes technologies.

Pour la Black Alliance for Peace (BAP), le pouvoir et la suprématie des blancs « ne peuvent être réduits aux attitudes et aux valeurs individualisées des personnes racialisées en tant que blanches. Il faut plutôt y voir une structure de domination qui est également idéologiquement ancrée dans tous les aspects de la société américaine et européenne, au point qu'elle est devenue normalisée et, par conséquent, invisible au regard du bon sens général.

Barack Obama, Kamala Harris, Lloyd Austin, Donald Trump, Anderson Cooper, Joe Biden, Paul Kagame (président du Rwanda), William Ruto (président du Kenya) et la plupart des dirigeants noirs trompeurs d'Amérique sont des suprémacistes blancs.

La normalisation de la suprématie blanche et l'acceptation du pouvoir blanc nécessitent une illusion dans toute la société, comme le soutient le philosophe noir Lewis Gordon. Cela n'expose pas seulement les limites de la raison et de l'histoire telles qu'exprimées dans la tradition philosophique libérale hégémonique. Dans le processus d'universalisation de l'eurocentrisme à travers le projet colonial, la suprématie blanche et le pouvoir blanc représentent le déni de l'histoire et de la raison. La « colonialité de l'être » n'est pas un concept philosophique abstrait. C'est réel et, en tant que tel, c'est un objectif fondamental de nous transformer dans le projet décolonial.

C'est pourquoi nous rejetons l'hypothèse selon laquelle le monde européen aurait créé ce que Frantz Fanon appelait des « zones de non-être » dans toutes les régions qu'il colonisait, rejetant complètement l'humanité des colonisés afin d'entreprendre l'exploitation la plus impitoyable et la plus barbare des terres et des peuples. Aujourd'hui, ils se soucient du bien-être, de l'humanité, de la démocratie et des « droits de l'homme » en Haïti, au Niger, à Cuba, en Palestine et dans les quartiers et « quartiers » populaires des États-Unis.

Comme c'est absurde. Seuls les plus naïfs pourraient croire que les Européens d'aujourd'hui, avec leur nouvel « humanitarisme » et leur « responsabilité de protéger », ont en fait modifié la catégorie historique des « autres » permanents dans laquelle ils reléguaient les Africains et les autres peuples colonisés. Comme l'a déclaré le juge en chef des États-Unis Roger Taney dans l'arrêt Dred Scott de 1857, dans le contexte colonial des colons américains, les Africains « n'avaient aucun droit que l'homme blanc était tenu de respecter ».

Non, nous ne nous laisserons pas tromper par les déclarations altruistes des classes dirigeantes de l'empire le plus cruel de l'histoire de l'humanité sur cette planète.

Les classes dirigeantes capitalistes américaines et européennes restent engagées dans la guerre pour empêcher la fin de l'hégémonie mondiale blanche. En témoignent les structures de commandement mondiales des États-Unis, notamment les plus de 800 bases militaires, le soutien bipartite au budget militaire obscène, l'OTAN et la guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie en Ukraine. Cela est également démontré par la militarisation continue des forces de police, le régime d'incarcération de masse et l'infiltration, la perturbation et la subversion de nos organisations, y compris les accusations portées contre l'Uhuru 3 et l'utilisation accrue de la catégorie de « terroriste domestique » pour criminaliser l'opposition.

Les lignes de résistance sont en train d'être redessinées.

Menée une fois de plus par les Africains du continent et de la diaspora africaine, il y aura une résistance populaire à l'assaut armé contre Haïti. Sur le continent, les dirigeants du Mali et du Burkina Faso ont clairement indiqué qu'une attaque impérialiste contre le Niger serait comprise comme une attaque contre le Mali et le Burkina Faso et qu'ils répondraient de la même manière.

La guerre menée par l'Occident s'est intensifiée. Elle entre désormais dans une nouvelle période dans laquelle sa nature unilatérale est remplacée par une résistance plus efficace. La tâche est claire pour nous : accélérer la fin de la menace existentielle que l'hégémonie du monde blanc représente pour l'humanité collective.

***Ajamu Baraka** est président du comité de coordination de la Black Alliance for Peace et rédacteur et chroniqueur collaborateur du Black Agenda Report. Baraka est membre du comité exécutif du Conseil américain pour la paix, de l'organe dirigeant de la Coalition nationale unie contre la guerre (UNAC), basée aux États-Unis, ainsi que du comité directeur de la Black is Back Coalition.

Black Agenda Report
2 Août 2023

Les États-Unis sanctionnent les « rebelles modérés » syriens qu'ils avaient armés auparavant



Hier combattants « modérés » pour la liberté, et à ce titre ils avaient été armés et financés par la CIA et le Pentagone. Aujourd'hui ils sont considérés comme criminels de guerre par le département du Trésor américain qui vient d'imposer des sanctions à la division « Sultan Suleiman Shah » (Al-Amshat), à son chef Muhammad Al-Jassem (Abu Amsha) et son frère Walid Al-Jassem, tout comme à la division « Hamza » (Al-Hamzat) et son leader, Saif Bolad (Abu Bakr) dans le nord de la Syrie…- 16 août 2023. Photo DR

Par Moon of Alabama

En 2013, la CIA a distribué des missiles antichars TOW à des groupes de « rebelles modérés » qui combattaient le gouvernement en Syrie. Ces groupes étaient prétendument « contrôlés » avant de recevoir de l'argent et des armes. Malheureusement, la CIA n'a jamais été douée pour ce type de contrôle.

L'un des groupes ayant bénéficié d'un tel soutien est la Division Hamza. Un groupe de la bannière de l'ASF composé de six brigades substitutives qui opèrent principalement dans les environs d'Inkhil, à Daraa.

La division Hamza a reçu des ATGM TOW et travaille sous la supervision du Conseil militaire de Daraa. Elle reçoit un soutien étranger de la part de bailleurs de fonds occidentaux et arabes et est membre de la coalition du Front Sud. Le Front Sud a déclaré son engagement en faveur d'un État civil et a publié un programme politique complet en faveur des réformes démocratiques. La division s'est associée au Front révolutionnaire syrien et au 1er régiment d'artillerie pour créer la 1ère armée, qui s'est ensuite dissoute. La Division Hamza continue d'utiliser l'imagerie de la 1ère Armée en même temps que la sienne, alors que les autres anciens supplétifs ne le font pas. Médias sociaux : YouTube; YouTube; (ancienne chaîne)

Par la suite, Hamza a également été soutenu par le Pentagone. Sans ce soutien, le groupe ne serait jamais devenu une entité viable. Les choses se sont compliquées lorsque les milices armées par le Pentagone ont commencé à combattre celles armées par la CIA (https://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-cia-pentagon-isis-20160327-story.html).

Plus tard, Hamza a été parrainé par l'État turc. Cela a encore compliqué les choses :

Vous souvenez-vous quand les #US ont dépensé 500 millions de dollars pour former/armer la division Al-Hamza ?

Eh bien les « rebelles modérés » entraînés par les États-Unis se battent – sous le drapeau d'un pays de l'OTAN (#Turquie) – contre les YPG kurdes entraînés par les États-Unis dans la zone occupée par les #États-Unis.

Je vais rendre les choses encore plus faciles : Il y a quelques minutes, le Prsdt des #US @realDonaldTrump a déclaré que le « PKK est bien plus dangereux que l'#ISIS (l'État islamique) ».

Les Kurdes syriens entraînés et armés par les États-Unis, les YPG, sont la branche syrienne du PKK que Trump considère comme beaucoup plus dangereux qu'ISIS.

Dix ans après avoir été « contrôlée », la division Hamza reçoit à nouveau l'attention des États-Unis. Cette fois, c'est le Département du Trésor qui s'en charge (from the Department of the Treasuries) :

Aujourd'hui, le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis désigne deux milices armées basées en Syrie et trois membres des structures dirigeantes des groupes en relation avec de graves violations des droits de l'homme à l'encontre des personnes résidant dans la région d'Afrin, dans le nord de la Syrie. Une société de vente d'automobiles appartenant au chef de l'un des groupes armés est également désignée.

La Division Hamza, un autre groupe d'opposition armé opérant dans le nord de la Syrie, a été impliquée dans des enlèvements, des vols de biens et des actes de torture. La division gère également des centres de détention dans lesquels elle héberge les personnes qu'elle a enlevées pendant de longues périodes. Pendant leur emprisonnement, les victimes sont détenues contre rançon et subissent souvent des abus sexuels de la part des combattants de la division Hamza.

La Brigade Suleiman Shah et la Division Hamza sont désignées conformément à l'E.O. 13894 pour avoir été responsables ou complices, ou pour avoir participé directement ou indirectement à la commission de graves violations des droits de l'homme à l'encontre du peuple syrien.

Sayf Boulad Abu Bakr est le chef de la Division Hamza et son visage public, apparaissant dans de nombreuses vidéos de propagande produites par la Division Hamza. Alors qu'Abu Bakr était commandant, la division Hamza a été accusée de répression brutale à l'encontre de la population locale, notamment d'enlèvement de femmes kurdes et de sévices graves infligés à des prisonniers, conduisant parfois à leur mort.

Sayf Boulad Abu Bakr est désigné en vertu de l'E.O. 13894 pour avoir agi ou prétendu agir pour ou au nom, directement ou indirectement, de la Division Hamza.

Le rapport de l'AP sur les nouvelles sanctions ne mentionne aucun soutien du Pentagone ou de la CIA dont les groupes auraient bénéficié auparavant (https://news.yahoo.com/us-imposes-sanctions-2-turkey-165227346.html?guccounter=1).

On peut se demander combien de temps il faudra pour que les États-Unis sanctionnent les milices fascistes qu'ils ont armées et qu'ils soutiennent actuellement en Ukraine.

Afrique Asie 20 Aout 2023

PAR CES MOTIFS

Le juge en siège après l'examen de la cause en son délibéré, au vœu de la loi, statuant publiquement, par défaut et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille la présente demande du sieur Wilson SENEXANT pour être juste et fondée! Maintient le défaut octroyé au demandeur, en l'occurrence le sieur Wilson SENEXANT, tout en faisant droit aux conclusions insérées dans son acte d'assignation lu à l'audience du mercredi 29 juillet 2020. Commet l'huissier Yvon ZETRENNE, pour la signification du présent jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Guy AUGUSTIN, Juge au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, à l'audience publique, ordinaire et civile du mercredi 27 Janvier 2021, et en présence du Magistrat, Me Paul WESLEY, Substitut-commissaire du Gouvernement, représentant du ministère public, assisté du citoyen Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de Première Instance de Miragoâne, jugeant en ses attributions civiles de divorce admet en conséquence le divorce du sieur Jean-Linne REVOLUS d'avec son épouse née Michèle LOUIS FELIX, pour abandon du toit matrimonial, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nerva VILMONT, Juge-Doyen en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt six (26) Juin deux mille dix-neuf (2019). Avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, greffier du siège
Me. Vietielo ST LOUIME, AV

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Louijun ANTONY d'avec son épouse Jacqueline JABOIN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Commune d'Aquin, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet ;commet l'huissier Jean Louis OCTAVE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par Nous Jean Emmanuel ZEPHYR, Doyen en audience civile et publique en date du onze avril deux mille dix sept en présence de Me Vanna MANE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE
OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
Aquin

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'Audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame REGINALD DAGOBERT née MARIE KETTLY BAZELAIS, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE par nous NELSON CILIUS, Juge, en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt deux Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné.......etc......
En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre Timeau Levy d'avec Magdala Liberis à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Timeau Levy avec Magdala Liberis pour injures graves et publiques; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de la Commune d'Aguin, de transcrire sur les registre à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitales sous peine de dommages envers les tiers; s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHIR, juge en audience civile, ordinaire et publique en date de sept Juin deux mille vingt et un, en présence de Me Lithan Isaac, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Jean Claude Novembre
Il est ordonné .... ETC..
En foi de quoi...ETC....

AVIS

Il est important de porter à la connaissance du public et du monde des Affaires en particulier que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu un jugement de divorce par défaut en date du trente Juin deux mille vingt-trois, en faveur de la dame Bettyna DOL contre son époux Johnny GEORGES, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Lequel jugement a ordonné la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux.
Harold AUGUSTE, Avocat

AVIS DE PUBLICATION

Il est important de porter à la connaissance du public et du monde des Affaires en particulier que le Tribunal de Paix de la Section Est de Port-au-Prince a rendu un jugement par défaut en date du dix-neuf Juin deux mille vingt-trois, en faveur du sieur Guy PELIOTTE contre la dame Ansy JEAN FRANÇOIS, lequel jugement a ordonné le déguerpissement de la dernière.
Me. Harold AUGUSTE, Av.
Me Joselie Laguerre, Av.
et Me Jean Rony Damor Dorlean

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du monde des Affaires et du Public en général que le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince a rendu un jugement de divorce par défaut en date du vingt neuf juillet deux mille vingt et un, en faveur du sieur Luckner GUERRIER d'avec son épouse Marie Yolaine JEANTY, pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse.
Me Junior T. LALANE, Av.

AVIS DE DIVORCE

Il est important de porter à la connaissance du monde des Affaires et du Public en général que le Tribunal de Première Instance de Port de Paix a rendu un jugement de divorce par défaut en date du treize juillet deux mille vingt-un, en faveur du sieur André Junior ABRAHAM d'avec son épouse Marie Mona CADET, pour injures graves et publiques, aux torts de l'épouse.
Me Junior T. LALANE, Av.

Ancien ambassadeur de France à Washington : L'Europe trompée ne voit pas que c'est fini



Les Européens ont dominé le monde entre 1815 et 1945 – et depuis lors, ils se tiennent juste derrière les États-Unis. CRÉDIT : North Wind Picture Archives / Alamy Stock Photo

L'ancien ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud

Par Al Manar

L'ancien ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, a estimé que «tous les signes indiquent que l'avenir de l'humanité se jouera ailleurs».

Dans un article qu'il a écrit dans le journal britannique The Telegraph, il a déclaré : «*L'Europe trompée ne peut pas voir que c'est fini*», ajoutant : «*Nous, Européens, sommes toujours convaincus du rôle central de notre petit continent, non seulement dans l'histoire de l'humanité, mais en façonnant le monde d'aujourd'hui. Nous pensons à nous-mêmes. Nous sommes nobles, forts et de bonne volonté*».

Il a ensuite ajouté que la période de véritable puissance européenne n'était en fait «qu'une étape historique», rappelant que «*la domination européenne sur le monde s'est déroulée entre 1815 et 1945, mais depuis lors jusqu'à aujourd'hui, nous avons été directement derrière les États-Unis*».

Il a souligné que «*jusqu'en 1750, le PIB de la Chine était supérieur à celui de n'importe quel pays d'Europe*».

Ainsi à New Delhi et à Pékin, «nous étions considérés comme des start-ups pendant notre hégémonie», mais le rééquilibrage économique qui s'opère depuis quelques décennies entre l'Europe et l'Asie est désormais perçu comme «juste un retour aux bases historiques de longue date».

Selon Gérard Araud, pour les États-Unis, le potentiel de croissance et les défis majeurs se situent en Asie et, par conséquent, «*il est logique que Washington se concentre sur ce continent*».

Et de poursuivre : Washington considère également que la Russie est une «puissance régionale et une source d'ennui», mais elle n'est «pas le centre de son attention» soulignant «*Washington cherche plutôt à mettre fin le plus rapidement possible à la guerre en Ukraine pour faire face à la véritable menace : la Chine*».

Araud a demandé : «*Sommes-nous, Européens, capables de prouver que nous sommes toujours importants, que nous ne sommes pas une destination touristique marginale ?*»

Et de répondre : «*J'en doute, et pour une raison bien particulière. En tant que Français qui a vu son pays perdre progressivement ses forces parallèlement à son déclin démographique, je crois fermement que la démographie, c'est le destin*».

Il a indiqué : «*Sur cette base, l'Europe est confrontée à une situation «sans précédent». Sa population totale devrait diminuer de 5% entre 2010 et 2050, mais de 17% chez les 25-64 ans. Voire la durée de vie moyenne des Européens est de 42 ans, contre 38 ans aux États-Unis. Cela augmente en moyenne de 0,2 an par an*».

Araud a expliqué que cela entraînerait «une demande plus faible et donc une croissance moindre et des sociétés moins dynamiques. En termes plus précis, cela menace le modèle européen, fondé sur un compromis difficile entre l'État providence et la réalité économique».

Araud a également prédit que «le nombre d'Européens de plus de 80 ans allait que quadrupler dans les décennies à venir», expliquant que «le vieillissement signifie des dépenses toujours croissantes en matière de santé et d'assistance personnelle».

Et donc, la crise démographique, à son tour, «va déchirer nos sociétés entre les personnes en âge de travailler et les retraités, dans un contexte où les seconds jouissent d'un niveau de vie que les premiers n'espèrent souvent pas atteindre» a noté Araud.

«Le plus grave, c'est que les Européens vont se battre sur la question de l'immigration. Les experts sont très clairs dans leur évaluation : il n'y a pas d'alternative pour surmonter le déclin démographique en Europe autre que l'immigration», a souligné l'ancien ambassadeur de France.

Et il a estimé que l'immigration en provenance du vieux continent «n'est pas particulièrement la bienvenue, car nous perdons des jeunes très instruits, qui partent principalement vers les États-Unis, où ils auront de meilleures opportunités, que ce soit dans la recherche, dans le secteur universitaire ou dans le secteur privé».

À la fin de son article, il a conclu : «*Tous les signes indiquent que l'Europe se replie sur elle-même, et il est certain que l'avenir de l'humanité se décidera ailleurs*».

Al Manar
Réseau International
26 Août 2023

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du ministère public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre les assignés ; Ordonne le partage de la succession de feu Montalis ANGLADE entre les différents héritiers dont Rudolphise Jeannette-Viel ANGLADE, Guy ANGLADE, Yves PICKRING et Sandra PICKRING; Dit que la succession supportera les frais et dépens et les honoraires d'avocats; Commet l'arpenteur Rigaud FLEURANTIN, commissionné pour la commune d'Aquin et le notaire Rony RAMEAU en la résidence d'Aquin pour les opérations de partage et de licitation de tous les biens se trouvant dans la commune d'Aquin; Commet l'arpenteur Yvener Sylvain HENRY et le notaire Paul Henry NOEL, en la résidence de Saint-Louis du Sud, pour le partage des biens se situant dans la Commune de Saint-Louis du Sud; Commet enfin l'huissier Nathan DUCERLUS de ce siège pour la signification du présent jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Osmond CASTOR, juge en audience civile et publique du lundi dix-neuf (19) Juin deux mille vingt-trois (2023), en présence de Me
Rousseau LUBIN, Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Paulin CIVIL, greffier du siège
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi....etc....
Paulin CIVIL, Greffier

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut déjà accordé à l'audience du lundi trente Janvier deux mille Vingt-trois (2023) et pour le profit, se déclare compétent pour connaitre de l'action en divorce initiée par le sieur Asny DANGER, reconnait les injures graves et publiques proférés par l'épouse, suivi de l'abandon du toit marital par existant entre les époux Asny DANGER, la femme née Herlouna JOCELYN pour les causes sus-énoncées; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commue d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale ou dans un journal local, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Nathan DUCERLUS de ce siège pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Bonel AMEDE, Juge, en présence Me Géraldine LALANE, Substitut Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance du citoyen Paulin CIVIL, Greffier du siège, en audience ordinaire, civile et publique, de ce jour lundi vingt Février deux mille Vingt-trois An 219ème de l'indépendance
Il est ordonné.....etc.....
En foi de quoi....etc....
Paulin CIVIL. Greffier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le sieur Wilmane BENJAMIN; Au fond, admet le divorce les époux Wilmane BENJAMIN, la femme née Rosenique SOULANGE pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civil aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Renvoie-les parties par-devant l'officier de l'état civil de Carrefour pour la transcription dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile, publique et ordinaire du vendredi trente Juin deux mille vingt-trois, An 219ème de l'indépendance, en présence du Substitut du Commissaire du Gouvernement. Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance de Marie Yolande Zetrenne CADET
Greffière du siège.
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi ....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur RONALD CORVIL, d'avec son épouse née VICTONIA CHARLES pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi six Juillet deux mille vingt trois, en présence de Me Lucnas ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège
Il est ordonné....etc.....
En foi de quoi.....etc.....

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère Public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse, admet le divorce des époux la dame Gertrude Malivert d'avec son époux le sieur Guyassé Joassaint; Prononce en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux aux termes de l'article 217 du Code Civil, ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Croix des-Missions de transcrire dans les registres à ce destiné le dispositif dudit Jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidien s'éditant à la Capital sous peine de dommage et intérêt envers les tiers s'il y échet; Ordonne aussi à la dame Gertrude Malivert de reprendre son nom de Jeune fille ; Commet Baqui Ernso Jean, l'huissier de ce siège pour la signification de cette décision. Compense les dépens.-

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Paul Wesley, juge à l'audience civile de divorce ordinaire et publique du mercredi quatorze (14) Juin deux mille vingt-trois (2023); en présence de Me Gédéon Jumel et Me Marie Lucile
Merilan, faisant Office de Ministère Public et avec l'assistance du Citoyen Daniel Adrien, greffier
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur ELYSEE BERNARD, d'avec son épouse née CARM ST VIL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; ORDONNE à l'officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier EMMANUEL JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt deux Juin deux mille vingt trois, en présence de Me LUCNAS ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Sieur MOZART TASSY, greffier du siège.
Il est ordonné.....etc....
En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, Le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'Audience précitée; Pour le profit déclare fondée ladite action. ADMET en conséquence le divorce du sieur DURIN JUNIOR DURET, d'avec son épouse née CHARLINE CONSTANT pour injures graves et publiques aux torts réciproques desdits époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Nord, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Carltz Edouard Rebecca de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous NELSON CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi dix-neuf Janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc.....

DISPOSITIF

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément au vœu de la loi, statuant publiquement à charge d'appel, par défaut et au nom de la République, se déclare compétent pour entendre l'affaire en déguerpissement pour non-paiement de loyer produite par le sieur Luis Henriquez De la Cruz. Dit et déclare que l'action du requérant est régulièrement en la forme et juste au fond. Déclare résilier le contrat de bail verbal liant les parties; en conséquence ordonne le déguerpissement du sieur Luis Henriquez De La CRUZ de l'espace fonds et bâtisses du requérant sise à Delmas 75 rue Amazone no 1 pour occupation abusive et illégale; donne au requérant ses réserves de droit d'intenter par devant qui de droit une action en justice en paiement du montant des loyers dus. Accorde l'exécution provisoire nonobstant appel ou pourvoi en Cassation en ce qui concerne le chef du déguerpissement : condamner le cité en dommages-intérêts; condamne enfin aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Suprena LOUIS du TPI de Port-au-Prince, pour la signification du présent jugement.

Donné de nous, Magistrat Marjorie Valdé Pierre en audience civile et publique du jeudi vingt-sept juillet deux mille vingt-trois An 220e de l'Indépendance à dix heures du matin avec l'assistance de la dame Shandarah F. Audate Greffière de siège.
Il est ordonné.....etc......
En foi de quoi..... etc......
Me Shandarah F. Audate, Greffière du siège

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut en la forme au profit des époux Hervé BAYONNE femme née Henrilia ALEXIS, les déclare propriétaires incommutables et exclusif de la propriété située sur l'habitation Fragneau, section Rural de saint Martin, commune de Delmas ; laquelle propriété mesure au côté nord, au côté sud trente et un mètres soixante, au cote Est Trente et un mètres et enfin au côté Ouest vingt-neuf mètres. Bornée au nord par B. Borgella et une voie d'accès au sud par G. Pierre Bernard à l'Est par C. Francillon et enfin à l'Ouest par le reste du terrain. Ordonne le déguerpissement des époux Kether Marcelin femme née Sonyne Malary Frénel de la propriété décrite ci-dessus, les condamne à verser aux époux Hervé BAYONNE femme née Henrilia ALEXIS, cinq cent mille gourdes (500 000 gdes) a titres de dommages et intérêts, ordonne l'exécution Provisoire sans caution dudit Jugement sur le chef de déguerpissement, condamne les époux Kether Marcelin femme née Sonyne Malary Frenel aux frais et dépens de l'instance, commet l'huissier Josué Cadet immatriculé au Greffe du TPI de Port au Prince pour la signification dudit jugement.

Ainsi Jugé et Prononcé par Nous, Marthel JEAN CLAUDE, Juge à l'audience ordinaire publique et civile du mercredi vingt-trois juin deux mille vingt Trois (23/06/2023) en présence de Me Albert DARELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement, représentant du Ministère Public avec l'assistance de Sauvens Junior THELEMARQUE Greffier
Il est ordonné ....etc...
En foi de quoi..... etc...
Me MAURICE Pierresaint, Av

Me DENIS Amanda Daphnie ,Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi se déclare compétent pour statuer; accueille l'action de la requérante pour être juste et fondée; maintient le défaut octroyé à l'audience du 14 juillet 2023; constate que la citée a été mise en demeure de s'acquitter de ses redevances locatives pour les deux appartements par elle occupés jusqu'à date, indûment et illégalement dans l'immeuble de la requérante et que cette mise en demeure reste et demeure infructueuse; dit que les baux sont expirés depuis plus de onze mois pour le premier et plus de cinq mois pour le second; en conséquence, résilie lesdits baux pour non-paiement des redevances locatives; ordonne l'expulsion de la citée des deux appartements de la maison de la requérante par elle occupés; accorde, sur ces chefs, l'exécution provisoire sans caution du présent jugement nonobstant opposition, appel, défense d'exécuter ou pourvoi en cassation, vu qu'elle reste devoir plus de trois mois de loyer pour chacun des deux baux; la condamne enfin aux frais et dépens de l'instance et de la procédure ; commet l'huissier Emmanuel TILMA pour la signification du présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Roland DUVELSON, Juge en audience publique ordinaire du vendredi quatorze Juillet deux mille vingt-trois, an 220ème de l'Indépendance, avec l'assistance de Madame Carmelite JACQUES, greffière.
Me. Dieumonfils RESIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action, admet en conséquence le divorce de la dame née Milouse ANTOINE, d'avec son époux Fricien JOSEPH, pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'Huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire du dix-neuf Novembre deux mille vingt-deux, en présence de Me. Jean ROLEX MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me.
Mozart TASSY.-
IL EST ORDONNÉ...ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC....

Suite de la page (5)

de validation d'études ou de projets incohérents et futiles. Ce qui empêche aux outils d'analyse qu'ils manipulent d'être des technologies de l'intelligence au service de l'innovation. En Haïti, un statisticien, un spécialiste de l'évaluation et un expert en gouvernance de données, qui ne peut travailler sans questionner le contexte et les processus de production des données qu'on lui demande d'analyser est un professionnel condamné au chômage à long terme.

A travers cette problématisation de la déstructuration des données de l'écosystème décisionnel haïtien, et notamment du système de l'état civil, de l'identification et de la population, l'objectif est de rappeler que l'écosystème décisionnel de la gouvernance stratégique d'un pays est constitué de strates de données hétérogènes et disparates qui ne sont que des faits bruts. Ces faits ne font que cartographier le contexte problématique d'un réel complexe. Ils ne peuvent acquérir une signifiance, une pertinence pour des prises de décision probante que s'ils sont structurés et intégrés dans une architecture robuste, sécurisée, interopérable et évolutive. L'exemple de cas le plus probant est celui du système national d'identification. Désintégré, morcelé, déstructuré, sans maitrise de ses processus, il est maintenu comme porte dérobée pour les fraudes électorales par manipulation et incohérence des listes électorales. Or, avec un schéma directeur pertinent, cohérent et intégrant les systèmes d'état civil et les registres de population, il aurait pu devenir un écosystème harmonisé offrant des bases factuelles pour des politiques publiques probantes en matière de sécurité, de justice, d'éducation et de gestion du territoire.

Empressons-nous, avant de conclure, de préciser que cette aversion pour l'intelligence n'est pas propre au régime actuel. Tous les régimes politiques haïtiens en portent la marque, car c'est une tare de l'écosystème culturel. Déjà, en 2004, juste après que le cyclone Jeanne eut dévasté la ville des Gonaïves, j'ai alerté sur le délabrement de l'écosystème institutionnel de la prise de décision dans une tribune (*Des eaux qui nous inondent au hasard qui nous sonde*) qui avait été publiée par le Nouvelliste. À cette époque, une grande majorité des livres que nous citons dans les notes bibliographiques n'était pas encore publiée, pourtant nous écrivions :

« Au gré du hasard, les catastrophes qui s›abattent sur Haïti, qu›elles soient naturelles (Jeanne) ou proviennent de la méchanceté *ou de la cupidité des hommes (Insécurité) ont pour cause profonde l'entêtement de nos décideurs à ignorer les données et leur dédain profond à emprunter les seules voies qui donnent à ce monde imprévisible quelque apparence de prévisibilité* ».

Comme toujours, les stratèges politiques haïtiens n'avaient pas pris la mesure de ces alertes comme de potentiels signifiants pour éclairer leur pilotage, car l'errance est le modèle pour lequel ils ont été choisis. Les décideurs politiques haïtiens, par leur grande dépendance aux ressources de la communauté internationale et leur totale allégeance envers les intérêts transnationaux, se désintéressent de comprendre que ce sont les données du contexte problématique qui offrent le cadre objectivant pour dimensionner les stratégies et offrir des leviers d'action pour s'attaquer aux pesanteurs des problématiques d'un pays. Il n'y a pas d'intelligence là où on se contente de réciter ce qu'on a appris dans les livres, de restituer, de réutiliser ce qui a été dicté en haut lieu de pouvoir. Il faut toujours un effort de contextualisation pour modéliser à partir du global sa version locale de gouvernance selon ses défaillances institutionnelles et ses potentiels humains. Pour soutenir notre hypothèse, nous convoquons une fois de plus à la barre Philippe Baumard pour qu'il témoigne combien l'errance peut devenir toute puissante dans un environnement où le vide stratégique rencontre le vide académique, le vide économique et le vide social :

« *À force de substituer des logiques […] [insignifiantes] au réel, à force de réduire au silence les systèmes d'alerte, nous risquons de rendre ce vide stratégique autonome : un vide dont aucune coopération internationale ne pourra plus arrêter la progression. L'aboutissement des […] vides, stratégique, économique [, académique] et social, conduit à une désappropriation du réel : pire que sa manipulation, plus dangereuse que l'ignorance, elle signifie que ce vide est générateur de réalités sans propriétaires, sans destinées, et sans direction. Collectivement, cela veut dire que nous créons des sociétés qui se sont retirées de leur devoir d'analyse* ».

Dans ces sociétés, c'est la culture du simplifié, de l'immédiateté, le refus de l'apprenance et l'aversion pour l'intelligence.

« *Le recours systématique à la solution tactique, pragmatique et simplifiante a bloqué notre apprentissage stratégique. Nous nous trouvons pris dans le cycle du « toujours plus de la même chose », ce que Jones appelle cette congruité auto-infligée qui rend les sociétés intolérantes à l'égard de l'atypisme, de l'humour [de la provocation] et qui fige leur imagination : une société qui n'apprend plus de ses échecs. Et ce sera sans doute une réforme profonde de la façon dont nous gérons cet apprentissage qui résoudra ce vide stratégique* ».

C'est pour aller vers cette réforme que nous proposons aux acteurs éducatifs, stratégiques, économiques, culturels et sociaux qui s'intéressent vraiment à Haïti de penser à se mettre à l'apprentissage de la géométrie des données que nous modélisons pour leur compréhension (voir illustration). Et s'ils le veulent, nous pouvons les accompagner, en leur donnant des pistes pour structurer l'écosystème des données de la gouvernance stratégique du pays. Mais encore faudra-t-il qu'ils aient l'humilité de suivre la neurosagesse promue par Edgar Morin pour questionner ce qu'ils croient savoir et s'ouvrir ainsi à d'autres savoirs possibles : « […] il est nécessaire de détecter les carences et lacunes de notre enseignement actuel pour affronter des problèmes vitaux comme ceux de l'erreur, de l'illusion, de la partialité, de la compréhension *humaine, des incertitudes que rencontre toute existence* ».

Notre illustration montre la nouvelle posture que doit avoir les nouveaux décideurs, experts et acteurs influents haïtiens pour trouver le nord éthique et s'orienter vers de nouveaux possibles humains. Nous croyons que cette utopie citoyenne est à la portée du peuple haïtien si les phares de la culture brillent suffisamment pour désenfumer le réel déshumanisant.

Suite de la page (11)

le « politicien » remplit sa cagnotte d'électeurs pauvres pour les échéances électorales.

L'élection peut être « un piège à con » comme le disent nos cousins politiques anarchistes, mais c'est aussi un moment où nous autres communistes pouvons mesurer le degré de conscience des classes laborieuses. C'est donc un critère important mais pas suffisant pour vanter la démocratie bourgeoise comme le fin du fin. Il en est de même du multipartisme, du monopole des milliardaires sur la presse faiseurs d'opinion.

La démocratie est en soi au fond une dictature de classe dont les formes peuvent être démocratiques ou fascistes donc terroristes. La forme, le mode d'exécution, les institutions, les lois sont déterminés par le rapport des forces entre les classes sociales d'un pays, d'une nation.

Coups d'états, démocratie pluripartite et souveraineté nationale

Ces coups d'états s'opèrent dans un contexte où se posent dans l'immédiat deux équations à résoudre pour commencer à envisager la libération nationale africaine : se débarrasser de l'occupation militaire de l'impérialisme françafricain, eurafricain, usafricain, occupation que nous avions prédit en titrant dès septembre 2010 « OTAGES, AREVA, TOTAL, AFRICACOM : LES ENJEUX CACHES D'UNE OCCUPATION MILITAIRE DU SAHEL ! » et vaincre l'agression djihado-terroriste fomentée par la destruction de



l'État national libyen par l'impérialisme. Voilà ce que nous écrivions alors : « Des prises d'otages se multiplient dans le Sahel. Après la libération de P. Camatte contre de l'argent, Michel Germaneau a été tué à la suite d'une attaque militaire franco-mauritanienne en territoire malien et dans des conditions non éclaircies si l'on en croît des journaux africains (Algérie, Mali, etc.). Sept autres ont été enlevés au Niger. Chaque enlèvement a été l'occasion d'un accroissement de la présence militaire française, laquelle est maintenant doublée d'un appui de troupes d'élites et de la technologie spatiale de surveillance US. C'est à se demander si, après avoir perdu la bataille d'Alger, les terroristes islamistes fascistes armés qui ont ensanglanté l'Algérie dans les années 90, ces « combattants de la liberté » financés, armés, entraînés par les USA contre l'Afghanistan laïque et progressiste soutenu par l'URSS, ne se sont pas repliés dans les pays du Sahel ? Mais justement la prise d'otages d'Arlit au Niger des employés du monopole capitaliste françafricain AREVA ne lève t-il pas un coin de voile sur les dessous cachés par la presse bourgeoise impérialiste ? ».

D'autres étapes à conquérir doivent combiner ces tâches immédiates urgentes du moment ou les faire se succéder selon l'évolution du rapport évolutif des forces aux plans national, africain et international entre camps patriotique et néocolonial : souveraineté monétaire, budgétaire, diplomatique, militaire sécuritaire, sur les richesses nationales et la reconstruction d'une démocratie élective qui respecte réellement à la fois la séparation des pouvoirs, le rôle régulateur et punisseur des corps de contrôle de l'État et la démocratie participative populaire.

Contre la dépendance séculaire qui a été infligée à notre chère terre d'Afrique, ne faut-il pas définir comme un des critères démocratiques de reconnaissance des partis politiques le respect de la souveraineté nationale constitutionnelle ? Critère que l'on retrouve par exemple en Chine Populaire, au Vietnam socialiste et à Cuba socialiste qui ne légalisent que les partis ou mouvements qui ont participé à la libération nationale et non les partis apatrides pro-impérialistes. Ces partis apatrides y sont formellement interdits.

Il faut vraiment en finir avec le totalitarisme idéologique du prétendu « universalisme » du modèle dit démocratique né des expériences révolutionnaires anti-féodales en Europe qui ont donné la République bourgeoise et la monarchie parlementaire ou encore la république nord-américaine indépendantiste mais esclavagiste que le féodalisme a légué au capitalisme naissant. L'antithèse historique sur le plan démocratique de l'expérience US est la révolution haïtienne indépendantiste et abolitionniste de la traite et de l'esclavage des noirs. La « plus grande démocratie » supposée être les USA garde encore, malgré les conquêtes démocratiques du mouvement anti-raciste des droits civiques contre l'apartheid US, les stigmates du racisme endémique que l'on peut établir par la comptabilité macabre des noirs tués et du chiffre qui fait que 13 % de la population, les noirs font 90 % de la population carcérale aux USA.

En outre, il y a un travail de décolonisation mentale à faire sur la notion, le concept de démocratie et son opérationnalité évolutive en intégrant les valeurs positives anté-coloniales ou pré-coloniales de démocratisation africaine comme celle de Thierno Souleymane Baal en 1776 et la Charte du Mandé au 13éme siècle.

Diagne Fodé Roland 25 Août 2023

Mexique : Deux mois de grève à la mine de Peñasquito



Les travailleurs de la section 304 Los Mineros en grève

Depuis deux mois, tous les 2.000 travailleurs de notre affilié Los Mineros sont en grève à la mine de Peñasquito, dans l'État de Zacatecas, au Mexique. Toute activité a cessé dans ce qui est la plus grande mine d'or du pays, en réponse aux violations de plusieurs clauses de la convention collective par la direction.

Les travailleurs de la section 304 du SNTMMSSRM, aussi appelé Los Mineros, ont entamé leur grève dès le 7 juin à la mine de Peñasquito, filiale de la compagnie américaine Newmont, pour forcer Newmont à respecter les clauses de la convention collective relatives à des matières telles que la santé, la sécurité et les salaires.

Selon les revendications des grévistes, l'employeur ne respecte pas des dispositions protégeant la sécurité des travailleurs et ne dispense aucune formation aux membres du comité de sécurité et d'hygiène. Ils affirment aussi qu'il n'informe pas immédiatement la représentation syndicale en direct lorsque surviennent des accidents. « *Pour nous, la santé et la sécurité sont d'une importance capitale; des vies humaines sont mises en danger pour atteindre les objectifs de production. Chaque fois que nous partons travailler pour deux semaines, nos familles s'inquiètent pour notre sécurité* » a déclaré le syndicat dans une communication officielle.

D'après le syndicat, la compagnie contrevient aussi aux dispositions de la convention collective relatives au recrutement, des candidats locaux étant éconduits parce qu'ils sont proposés par le syndicat, pour un problème de santé mineur ou parce qu'il leur manquerait la formation nécessaire, alors même que la convention collective prévoit une formation de 120 jours.

Le syndicat prétend que la prime de participation aux bénéfices est très inférieure aux 10 pour cent des bénéfices de l'exercice comptable précédent, pourtant obligatoires, et que la compagnie sous-paie ceux qui travaillent les jours fériés. Il a exprimé à plusieurs reprises son souhait de régler le différend par le dialogue mais accuse la direction de refuser de négocier de bonne foi.

Dans une lettre adressée au P-DG de Newmont, Tom Palmer, le secrétaire général d'IndustriALL Atle Høie le prie instamment d'intervenir pour sortir de cette grève : « *L'industrie minière reconnaît de plus en plus qu'il est important d'instaurer une culture préventive de la santé et la sécurité et de promouvoir la durabilité par des initiatives positives pour les travailleurs et les communautés. Or, Newmont se montre intransigeante et refuse de se saisir de la question pour sortir de cette grève qui dure depuis deux mois.*

Nous vous exhortons à intervenir pour rechercher d'urgence une solution satisfaisante. Veuillez noter qu'au besoin, nous n'hésiterons pas à porter la question à l'attention de parties prenantes de poids soucieuses des problèmes d'environnement, sociaux et de gouvernance chez Newmont ».

Industrial 22 août 2023

Salvador : manifestation en solidarité avec le peuple nigérien



Sit-in devant la Représentation de l'Union européenne et de la France au Salvador

Le samedi 16 août, avec un sit-in devant la Représentation de l'Union européenne et de la France au Salvador, un groupe de militants anti-impérialistes a manifesté contre le pillage néocolonial de l'Afrique par les forces européennes sur leurs anciennes colonies.

Nous sommes solidaires des peuples africains dans la défense souveraine de leur richesse nationale.

Les pirates européens ne touchent pas l'Afrique !

Vive la révolution patriotique du peuple nigérien !
Vive Tomas Sankara !
Vive Patrice Lumumba !
Vive Winnie et Nelson Mandela !
Vive Amilcar Cabral !
Vive Ahmed Ben Bella !
Vive El Uali Mustafa Sayed !
Vive Agostinho Neto !
Vive Mouammar Kadhafi !
Vive Samora Machel !
Vive Mehdi Ben Barka !

Vive toutes les héroïnes et héros de la lutte anticoloniale du continent africain !

Résumé latino-américain 26 août 2023

Etats-Unis : un massacre visant des Noirs à Jacksonville

Le samedi 26 août 2023, un jeune homme de 21ans, Ryan Christopher Palmeter armé d'un fusil semi-automatique AR-15 et d'un pistolet Glock a assassiné au magasin Kings Road Dollar General trois Afro-Américains sans doute pour des raisons raciales.

Sa première victime de 11 balles a été une femme de 52 ans Angela Michelle Carr, assise paisiblement dans sa voiture. Puis le criminel est entré dans le magasin et a tiré sur les clients. Sa deuxième est un jeune de 19 ans Anolt Joseph (AJ) Laguerre Jr, un employé de l'entreprise Dollar General et Jerrald De'Shaun Gallion, 29 ans, qui a été abattu alors qu'il entrait dans le magasin avec sa petite amie.

Selon une note qu'on a trouvée dans sa chambre, il «haïssait les Noirs». Il voulait tuer des «négros» selon les déclarations du sheriff de Jacksonville, T.K. Waters. Le tueur a également mis fin à sa vie en se suicidant avec un boulet.



L'assassin Ryan Christopher Palmeter

Hamas : la capitulation n'a pas sa place dans la culture de la nation palestinienne



Les combattants des Brigades Ezeddine Qassam, aile armée du mouvement Hamas, avec un système lance-roquettes. AlJazeera

Le chef adjoint du bureau politique du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) dit : « La nation palestinienne ne capitulera pas et n'a jamais pensé à se rendre. »

« Les occupants veulent anéantir notre nation, notre histoire et nos lieux sacrés et les remplacer par une histoire montée de toutes pièces, mais ils doivent savoir que ce sont eux qui seront expulsés de cette terre et non la nation palestinienne », a déclare Al-Arouri, le chef adjoint du bureau politique du Hamas.

Al-Arouri poursuit en ces termes: « *La Résistance a commencé depuis l'occupation de la Palestine et se poursuit toujours. Nous sommes une nation unique et nous sommes toujours prêts à la guerre et à la lutte pour recouvrer nos droits et défendre nos valeurs sacrées.* »

Interrogé sur l'accusation proférée par le régime d'Israël selon laquelle le Hamas serait derrière les récentes opérations en Cisjordanie occupée, Saleh Al-Arouri a déclaré : « *Le Hamas fait partie de la nation palestinienne et se trouve au cœur de la résistance de longue date, c'est un immense honneur d'être le défenseur de notre nation, de nos valeurs sacrées et notre terre.* »

« C'est le régime occupant de Qods qui pousse les Palestiniens à entrer dans les groupes de résistance et à contrer les actions criminelles des sionistes », précise le responsable palestinien.

« Lorsque les occupants ont, dit Al-Arouri, révélé leur intention de dominer la Cisjordanie et Qods, ils nous ont, en effet, forcé à rejoindre un combat contre eux en Cisjordanie. ». Al-Arouri a constaté : « *Aujourd'hui, nous luttons contre l'occupation et la colonisation, et plus nous tardons à combattre les occupants, plus il sera difficile de les combattre.* »

« Notre nation est toujours prête à combattre les occupants n'importe où, et les crimes des forces d'usurpation sionistes ne vont pas dans leur intérêt », dit le chef adjoint du Hamas.

Le régime de Tel-Aviv considère les dirigeants du Hamas et du Jihad islamique à Gaza et au Liban comme étant responsables des récentes opérations anti-sionistes en Cisjordanie occupée. À cet égard, les dirigeants de la Résistance ont pris au sérieux les menaces de l'ennemi sioniste, surtout après la multiplication des opérations de résistance en Cisjordanie.

Dans ce sens, les groupes de résistance palestinienne ont évacué leurs principales bases et quartiers généraux afin de se préparer à toute éventuelle attaque de l'ennemi sioniste.

Bien que la résistance palestinienne ait pris des mesures de sécurité à Gaza et au Liban, il y a quelque temps, suite aux récentes menaces de l'ennemi sioniste, elle a considérablement accru ces mesures pour mieux faire face aux exactions criminelles de l'armée israélienne.

PresseTv 25 Août 2023

Niger : La junte coupe l'eau et l'électricité à l'ambassade de France



Le bâtiment de l'ambassade de France au Niger

Par Modeste Dossou

Alors que les militaires au pouvoir au Niger ont demandé à l'ambassadeur de France à Niamey la capitale du pays, de quitter le territoire et que Paris s'entête à rester, les autorités ont coupé l'eau et l'électricité à l'ambassade et aucune livraison de nourriture n'est autorisée, ont rapporté plusieurs médias sociaux.

Selon un rapport de l'agence de la chaîne turque TRT World, le président du Comité national de soutien au Conseil national de sauvegarde du pays (CNSP), Elh Issa Hassoumi Boureima, a demandé à tous les partenaires des bases françaises au Niger de suspendre toute fourniture d'eau, d'électricité et de produits alimentaires.

Le même rapport indique que la junte a averti que tous les partenaires qui continuent d'aider les Français dans le processus de fourniture de biens et de services seront considérés comme des «ennemis du peuple souverain». Ces informations interviennent après que le délai de deux jours accordé par l'administration militaire à l'ambassadeur de France pour quitter le pays ait expiré dimanche.

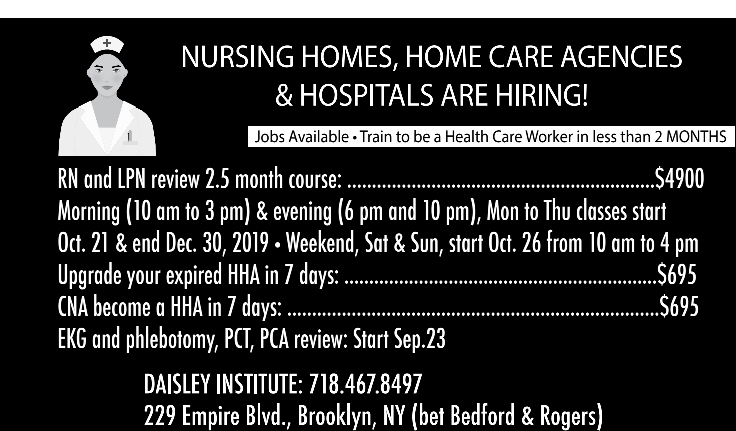
Au milieu des tensions qui se sont accrues dans les semaines qui ont suivi l'éviction du président démocratiquement élu Mohamed Bazoum, le ministère des Affaires étrangères de l'administration a donné 48 heures à l'ambassadeur Sylvain Itté pour «quitter le territoire nigérien». Selon les informations, ce dernier, qui est toujours au Niger après le refus de Paris de se conformer aux injonctions de la junte, se serait réfugié à la base militaire française dans la capitale.

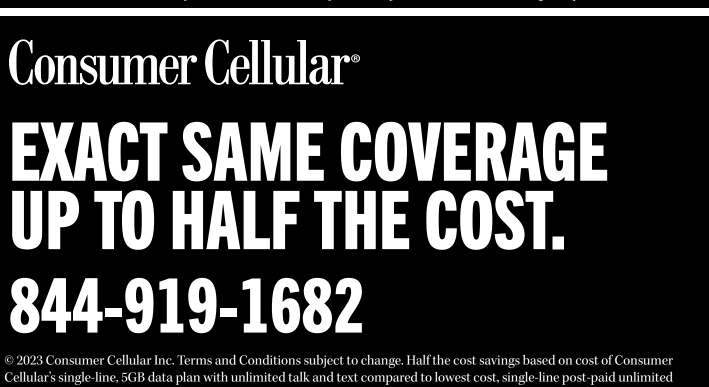
Actu Cameroun
Réseau International
29 Août 2023

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com







AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755





EVENTS

ANTIQUE LOVERS TAKE NOTE! BRIMFIELD IS HERE - ALL SHOWS! September 5-10. New shows open daily! BrimfieldAntiqueFleaMarket.com. 2024 dates: May 14-19, July 9-14, September 3-8

HEALTH

My Caring Plan's local advisors have helped thousands of families with unique needs find senior living. Can you afford 2k a month in rent? We can help for free! 866-989-1812

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Scott Ritter : L'Ukraine «capitulera sans condition»



Le président ukrainien Vladimir Zelensky

Le président Volodymyr Zelensky devrait se rappeler comment la Seconde Guerre mondiale s'est terminée pour le Japon, estime l'ancien officier de renseignement américain.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine se terminera par la capitulation inconditionnelle de Kiev, selon Scott Ritter, ancien officier de renseignement américain et inspecteur en désarmement des Nations unies.

Mercredi, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a affirmé dans un message sur X (anciennement Twitter) que «l'Ukraine ne marchande pas ses territoires, parce que nous ne marchandons pas notre peuple».

Ce message était consacré au troisième Sommet de la Plateforme Crimée, au cours duquel l'Ukraine a discuté des moyens de «désoccuper» la péninsule, qui a été réunie à la Russie en 2014 à la suite d'un référendum déclenché par le coup d'État du Maïdan, soutenu par les États-Unis, à Kiev plus tôt cette année-là.

En réponse au post de Zelensky, Ritter a écrit que «c'est l'OTAN qui a suggéré une négociation. La Russie ne négocie rien du tout».

L'ancien officier de renseignement américain faisait apparemment référence aux remarques du chef de cabinet du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, Stian Jenssen, qui a déclaré à la mi-août que l'Ukraine pourrait «céder des territoires [à la Russie] et obtenir l'adhésion à l'OTAN en retour». Selon Jenssen, cette idée était activement discutée au sein du bloc militaire dirigé par les États-Unis.

Jenssen s'est par la suite excusé pour ses propos, déclarant qu'il s'agissait d'une «erreur». Cette suggestion a suscité l'indignation à Kiev, le conseiller présidentiel Mikhail Podoliak la qualifiant de «ridicule». Une telle démarche reviendrait à «choisir délibérément la défaite de la démocratie… et à transmettre la guerre à d'autres générations», a-t-il déclaré.

Le chef du Conseil national de sécurité ukrainien, Aleksey Danilov, a réaffirmé que Kiev ne négocierait jamais avec le président russe Vladimir Poutine, insistant sur le fait que «la Russie doit être détruite comme une Carthage des temps modernes».

Ritter a insisté sur le fait que Moscou «traite avec la réalité» en ce qui concerne le conflit avec Kiev, notamment «*où seront les bottes russes lorsque l'Ukraine capitulera sans condition*». «*Pensez à la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945. C'est votre avenir. Profitez-en*», a-t-il écrit en s'adressant à Zelensky.

Un bon indice, Monsieur le Président : « *C'est l'OTAN qui a suggéré une négociation. La Russie ne négocie rien du tout.*

Elle fait face à la réalité. Comme l'endroit où se trouveront les bottes russes lorsque l'Ukraine capitulera sans condition.

Pensez à la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945. C'est votre avenir. Profitez-en !»

À cette date, les représentants de l'Empire du Japon ont signé une capitulation sans condition devant les Alliés à bord de l'USS Missouri, mettant fin à la participation du pays à la Seconde Guerre mondiale.

Conformément à l'accord, le Japon a accepté la perte de tous ses territoires en dehors de ses îles intérieures, un désarmement complet, l'occupation du pays par les Alliés et la mise en place de tribunaux chargés de traduire les criminels de guerre en justice.

Mercredi, Zelensky a admis que la contre-offensive ukrainienne contre les forces russes, qui a commencé début juin, s'avérait «très difficile». Toutefois, il a également affirmé que l'opération progressait «lentement, mais dans la bonne direction».

En début de semaine, le Washington Post a rapporté que la campagne ukrainienne montrait des «signes d'enlisement». Le journal a averti que «l'incapacité à démontrer des succès décisifs sur le champ de bataille [par les forces de Kiev] alimente les craintes que le conflit devienne une impasse et que le soutien international s'érode».

Le président Poutine a affirmé mercredi qu'il était «étonnant» de voir à quel point les autorités de Kiev se souciaient peu des soldats ukrainiens. «Ils les jettent sur nos champs de mines, sous nos tirs d'artillerie, agissant comme s'ils n'étaient pas du tout leurs propres citoyens», a déclaré le dirigeant russe.

Selon les estimations de Moscou, l'Ukraine n'a pas réalisé de gains significatifs depuis le lancement de sa contre-offensive, mais a perdu plus de 43 000 soldats et près de 5000 pièces d'équipement lourd. Jusqu'à présent, Kiev a revendiqué la prise de plusieurs villages, mais ceux-ci semblent se trouver à une certaine distance des principales lignes de défense de la Russie.

Russia Today 24 Août 2023
Traduction Réseau International
25 Août 2023

La Chine soutiendra Cuba dans sa lutte contre les ingérences, promet Xi Jinping


La Chine et Cuba travaillant ensemble pour continuer à approfondir leur confiance politique mutuelle

Le président chinois Xi Jinping a déclaré mercredi que la Chine continuerait à soutenir fermement Cuba dans la défense de sa souveraineté nationale et dans sa lutte contre les ingérences et les blocus extérieurs.

La Chine fera également de son mieux pour soutenir le développement économique et social de Cuba, a affirmé M. Xi, lors d'une rencontre avec le président cubain Miguel Diaz-Canel en marge du 15e sommet des BRICS à Johannesburg, en Afrique du Sud.

M. Xi a rappelé que le président Diaz-Canel avait effectué une visite d'Etat réussie en Chine en novembre dernier. A cette occasion, les deux dirigeants sont parvenus à un large consensus sur l'approfondissement des relations sino-cubaines dans la nouvelle ère, et sont convenus de travailler conjointement à la construction d'une communauté de destin Chine-Cuba.

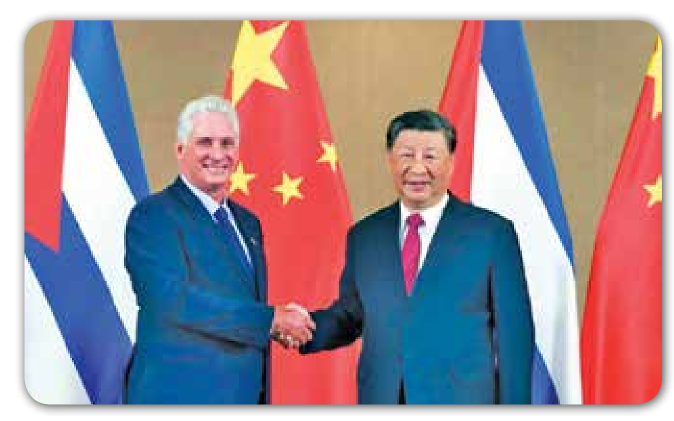
Grâce aux efforts conjoints des deux parties, ce consensus a été efficacement mis en œuvre, a affirmé M. Xi, ajoutant que la Chine était prête à travailler ensemble avec Cuba pour continuer à approfondir leur confiance politique mutuelle, à élargir leur coopération pragmatique, à renforcer leur coordination stratégique et à faire progresser les relations amicales spéciales qui unissent les deux partis et les deux pays.

La Chine salue également le soutien ferme que lui apporte Cuba sur toutes les questions relatives à ses intérêts fondamentaux, a déclaré M. Xi.

Il a souligné que le Groupe des 77 (G77) et la Chine constituaient une importante plateforme de coopération pour les pays en développement, et que Cuba, en tant qu'actuel président du mécanisme G77 + Chine, avait apporté une contribution positive au renforcement de l'unité des pays en développement.

La Chine soutient Cuba dans l'organisation du sommet G77 + Chine le mois prochain, et attache une grande importance à cet événement, a noté M. Xi. Elle est disposée à travailler avec Cuba et les autres membres du G77 pour mieux sauvegarder les intérêts communs et le droit au développement des pays en développement, a-t-il ajouté.

M. Diaz-Canel a évoqué sa visite d'Etat réussie en Chine en novembre dernier, affirmant que les deux parties travaillaient sérieusement à mettre en œuvre l'important consensus atteint par les deux dirigeants.


Le président cubain Miguel Diaz-Canel et son homologue chinois Xi Jinping

Il a déclaré que les relations actuelles entre Cuba et la Chine avaient atteint un sommet historique, et que le peuple cubain admirait profondément le président Xi et était reconnaissant envers la Chine pour sa compréhension et son soutien précieux à la juste cause de Cuba.

Cuba soutient fermement l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour la civilisation mondiale proposées par M. Xi, et est prête à travailler avec la Chine pour approfondir leur coopération dans le cadre de l'initiative "la Ceinture et la Route", construire une communauté de destin Cuba-Chine et progresser sur la voie d'un socialisme adapté à leurs caractéristiques respectives, a affirmé le président cubain.

Cuba est en outre prête à collaborer étroitement avec la Chine pour assurer la réussite du sommet G77 + Chine, a-t-il ajouté.

Xinhua 24 Aout 2023